MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT CÔTE D'IVOIRE
LABORATOIRE D'EXCELLENCE

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION
UNITED STATES OF AMERICA

PLAN D'ACTION GENRE ET INCLUSION SOCIALE (PAGIS)

COMPACT COTE D'IVOIRE

Réf. : MCA-CI DGIS GIS PLA 05 version de Janvier 2024

MCA-CÔTE D'IVOIRE
PROMOUVOIR LE GENRE ET L'INCLUSION SOCIALE DANS LES PROJETS DU COMPACT

Suivez-nous sur :

SUIVI DES MODIFICATIONS

Version	Date d'application	Chapitre	Nature de la modification
01	Nov. 2019	NA	Version initiale,
02	Déc. 2020	1 et 3	Mise à jour de la matrice des actions GIS et des statistiques
03	Déc. 2021	3	Mise à jour de la matrice des actions GIS
04	Janv. 2023.	1 et 3	Mise à jour de la matrice des actions GIS et des statistiques
05	Janv. 2024	3	Mise à jour de la matrice des actions GIS

Liste des Acronymes

AETS Application Européenne de Technologies et de Services
AFD Agence Française de Développement
ATP Abidjan Transport
EFPE Education, Formation Professionnelle et Emploi
FER Fonds d'Entretien Routier
GIS Genre et Inclusion Sociale
MCA-CI Millennium Challenge Account-Côte d'Ivoire

Contenu

Abréviations **4**

1. Introduction **5**

2. Contexte social et les enjeux de genre et d'inclusion sociale **8**

2.1 Pauvreté, vulnérabilité et genre 8
2.1.1 Répartition spatiale de la pauvreté 8
2.1.2 Faible participation des femmes à la vie active 8
2.1.3 Pressions socioculturelles de genre 9
2.1.4 Vulnérabilité des jeunes ivoiriens 10
2.1.5 Risques de traite des personnes 11
2.2 Enjeux de GIS du projet compétences pour l'employabilité et la productivité 11
2.2.1 Les filles dans l'éducation 11
2.2.2 Les femmes dans l'enseignement secondaire 12
2.2.3 Enjeux de GIS dans les institutions et les politiques de l'Enseignement secondaire 13
2.2.4 Enjeux de GIS de l'enseignement technique et la formation professionnelle 13
2.3 Enjeux de GIS du projet Abidjan transport 14
2.3.1 Les femmes dans les commerces urbains de bord de route 15
2.3.2 Enjeux de GIS dans la construction des infrastructures de transport 15
2.3.3 Enjeux de GIS dans la gestion et la planification des transports urbains 16

3 Structure du plan d'action **19**

Tableau 1 : Actions GIS dans la gestion transversale du Compact 19
Tableau 2. : Actions GIS pour l'activité « Enseignement Secondaire » du Projet Compétences 24
Tableau 3 : Actions GIS de l'activité « Enseignement Technique et Formation Professionnelle » du projet Compétences 36

4. Mise en œuvre du PAGIS **47**

4.1 Suivi et évaluation (S&E) 47
4.2 Normes de Performance Environnementale et Sociale 47
4.3 Partenariats actuels et potentiels 48
4.4 Communications 48
3.4.1 La communication institutionnelle. 48
3.4.2 La communication pour le développement (C4D). 49
3.4.3 Les critères de qualité de la communication 49
3.5 Besoins de formation et d'assistance technique 49
3.6 Dispositions budgétaires 50
3.7 Révision et processus de mise à jour du PAGIS 50

5. Conclusion **50**

Annexe 1 : *Glossaire* **51**

Annexe 2 : Questions/Réponses à propos du PAGIS **52**

1. Abréviations

AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
BAD	Banque Africaine de Développement
CdP	Collège de Proximité
CMEF	Clubs des Mères d'Elèves Filles
CNPC-MCC	Comité National pour la mise en œuvre du programme Compact du Millennium Challenge Corporation
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
ENS	École Normale Supérieure
ENV	Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire
ETFP	Education Technique et Formation Professionnelle
FER	Fonds d'Entretien Routier
GIS	Genre et Inclusion Sociale
INS	Institut National de la Statistique
LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MFPES	Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité
ONEG	Observatoire National de l'Equité et du Genre
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OSER	Office de Sécurité Routière
PDC	Partenariat pour le Développement des Compétences
PAGIS	Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
RESEN	Rapport d'Etat sur le Système Educatif National
SIGE	Système d'Information de Gestion de l'Education
STIM	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
TdP	Traite des Personnes
TPLC	Plateforme Logistique et Parking pour Camions
UGP	Unité de Gestion de Projet
VBG	Violence Basée sur le Genre

1. Introduction

En novembre 2017, la Côte d'Ivoire a signé un accord de don d'un montant de cinq cent vingt-quatre millions sept cent quarante mille dollars US (524 740 000 USD), dénommé le Programme Compact Côte d'Ivoire (Compact) avec le Gouvernement Américain par l'intermédiaire du Millennium Challenge Corporation (MCC). Le programme Compact Côte d'Ivoire est entré en vigueur pour une période initiale de cinq ans le 05 août 2019 au cours d'une cérémonie institutionnelle en présence du Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA et des membres du gouvernement.
MCA - Côte d'Ivoire est l'entité responsable de la mise en œuvre du programme Compact pour le compte du gouvernement ivoirien conformément à l'ordonnance N° 2017-820 du 14/12/2017.
Le Programme Compact Côte d'Ivoire, bénéficie d'une année d'extension au 04 Août 2025 pour lui permettre de faire face aux effets de la crise de la COVID 19. Avec cette extension, le montant final du don s'élève à cinq cent-trente-six millions sept cent quarante mille (536 740 000) dollars US

Le Programme Compact est un don du Gouvernement Américain à travers son agence, le Millennium Challenge Corporation (MCC) au bénéfice des populations de Côte d'Ivoire pour réaliser deux (2) projets :

- ✓ Le projet Compétences pour l'Employabilité et la Productivité **(Projet Compétences)**
- ✓ Le projet de transport d'Abidjan (**Projet Abidjan transport)**[1].

Le Projet Compétences pour l'Employabilité et la Productivité vise à augmenter le nombre d'années d'études acquises et améliorer l'acquisition de compétences de base de qualité, y compris la lecture, les mathématiques et le soft compétences, pour les élèves du premier cycle du secondaire. Il vise aussi à améliorer l'acquisition de compétences techniques répondant à la demande du secteur privé et accroître les taux d'insertion des diplômés des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels (ETFP) appuyés par le Compact ;

Le Projet « Compétences » comprend deux activités :

- La première activité « Enseignement Secondaire » comprend les sous-activités suivantes : (1) Nouveaux collèges pour l'accès équitable ; (2) Amélioration et extension de la formation des enseignants ; (3) Politique genre et renforcement institutionnel ; (4) Système de gestion et de prise des décisions en améliorant le système de gestion de l'information du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA).
- La deuxième activité « Enseignement technique et formation professionnelle » comprend les sous-activités suivantes : (1) Nouveau modèle d'ETFP dirigé par le secteur privé et (2) Systèmes de gestion de qualité et de responsabilisation de l'ETFP.

Le Projet Abidjan Transport (ATP) vise à réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de parcours sur les segments de route ciblés, tout en améliorant la mobilité et la sécurité globales des piétons et des véhicules.

Il comprend deux activités :

- La première activité « Infrastructures de Transport » vise à améliorer la mobilité des personnes et des biens, à accroître l'intégration des différents modes de transport, à améliorer la sécurité routière et le revêtement des chaussées le long des grandes artères d'Abidjan (les boulevards de Vridi, du Port, de la Paix et VGE, et le Yopougon Expressway).

[1] Télécharger la version complète du compact : https://assets.mcc.gov/content/uploads/compact-cote-divoire.pdf

- La deuxième activité « Gestion et planification des transports » vise à améliorer les compétences des organismes gouvernementaux liés au transport pour la réhabilitation et l'amélioration du réseau routier existant en Côte d'Ivoire. Elle comprend les sous-activités suivantes : (1) Programme d'Etudes Supérieures en Infrastructures, (2) Priorisation de la sécurité et de l'entretien routier (3) Gestion des fonds de contingences et des fonds de contrepartie pour l'entretien Routier à Abidjan, (4) Etude en PPP d'une aire de stationnement des camions et centre de logistique.

Le genre et l'inclusion sociale (GIS)[2] fait référence au processus analytique des inégalités fondées sur le sexe, l'âge, la géographie, l'origine ethnique, la langue, le revenu, la religion, le handicap, la situation familiale. Ces inégalités se traduisent par des pratiques discriminatoires et doivent être identifiées et corrigées au cours du processus de programmation pour assurer une distribution équitable des ressources ainsi qu'un accès égal aux chances et aux avantages. Elle est fondée sur des données probantes et exige une compréhension des rôles et des responsabilités des parties prenantes, en ce qui concerne l'acquisition, l'établissement des priorités, la distribution et la gestion des ressources financières et humaines limitées, leur contrôle sur la prise de décisions et le trafic d'influence. La relation de pouvoir entre les groupes et les individus (en particulier les élites), leurs intérêts et leurs motivations et comment ces relations déterminent qui gagne et qui perd dans la distribution des ressources, l'acquisition des richesses, où les programmes de développement sont attribués et qui y a accès. Le rôle des institutions formelles et informelles, l'impact des normes sociétales, des croyances religieuses, des systèmes de valeurs traditionnelles et culturelles et leur impact sur les politiques, les lois et les règlements contribuent à créer et à maintenir ces inégalités.

Tous les Programmes Compact du MCC ont en commun leur engagement envers l'équité de genre et l'inclusion sociale, deux piliers essentiels à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Ainsi, la politique genre de MCC[3] exige dès lors l'élaboration d'un Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) par MCA - Côte d'Ivoire.

Le PAGIS capitalise sur les études réalisées dans le cadre de la préparation du Compact, y compris les évaluations initiales relatives au genre et à l'inclusion sociale (Etude sur les opportunités économiques pour les femmes en Côte d'Ivoire[4], Liman Tinguiri, K. 2015. "*Gender and Social Disparities and the Inclusiveness of Growth in Côte d'Ivoire*" ; Rapports des consultants genre et inclusion sociale dans la phase de conception du Compact et relatif aux projets Abidjan transport et Compétences). Sa rédaction est également basée sur les entretiens avec les points focaux des ministères, des entités de mise en œuvre et des responsables des projets et activités du Compact au niveau du MCC et du MCA-CI. La conception et la mise en œuvre du PAGIS suivent une logique itérative et reposent sur une approche consultative inclusive, afin d'assurer l'implication et l'appropriation par tous les intervenants concernés. Le PAGIS est examiné annuellement avec l'ensemble des parties prenantes et éventuellement révisé. Le PAGIS approuvé est un document public qui sera partagé sur le site internet de MCA- Côte d'Ivoire. La référence au PAGIS devra être intégrée dans les termes de référence et les contrats des consultant(e)s et des organismes contractants, en précisant les mesures ou actions à entreprendre dans le cadre de leurs contrats

[2] Les concepts de genre et d'inclusion sociale sont importants dans l'identification des caractéristiques des diverses composantes d'une communauté ou d'une société, afin d'assurer à tous et toutes un accès égal aux ressources d'un projet et de pouvoir bénéficier équitablement des retombées.

[3] https://www.mcc.gov/resources/doc/gender-policy

[4] http://cnpc-mcc.ci/index.php/fr/infos-utiles/item/238-evaluation-de-la-participation-economique-des-femmes-en-cote-d-ivoire

particuliers. Ce PAGIS est organisé en trois grandes parties : 1) Contexte social et de genre en Côte d'Ivoire ; 2) Structure du Plan d'action et 3) Paramètres de mise en œuvre du PAGIS.

2. Contexte social et les enjeux de genre et d'inclusion sociale

Cette section présente une vue d'ensemble du contexte social de la Côte d'Ivoire et des enjeux de genre et d'inclusion social pour les projets Compétences et Abidjan Transport.

2.1 Pauvreté, vulnérabilité et genre

La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui plus de 29 389 150 millions d'habitants dont 47,9 % de femmes, selon le RGPH 2021) répartis de manière quasi-égale entre les villes et les campagnes. Le pays compte quatre groupes ethniques principaux, une population d'immigrants représentant environ un quart de la population, de nombreuses affiliations religieuses différentes et plus de 60 langues parlées.

2.1.1 Répartition spatiale de la pauvreté

Des disparités spatiales de l'incidence de la pauvreté ont été observées en Côte d'Ivoire depuis la première mesure systématique des taux de pauvreté du pays en 1985. Dans l'enquête sur le niveau de vie des ménages la plus récente (ENV 2015), l'incidence de la pauvreté variait encore fortement à travers le pays (de 23 % à Abidjan à plus de 60 % dans le nord et le nord-ouest du pays). Historiquement, les régions du nord, moins susceptibles d'accueillir des cultures commerciales comme le café et le cacao en raison de la faible pluviométrie, ont connu des taux de croissance moins élevés et donc aussi une plus forte incidence de la pauvreté.

Contexte social de la région de Gbêkê
Gbêkê est situé au centre nord de la Côte d'Ivoire. 12,9% de la population du Centre-Nord vit dans une pauvreté extrême, dont l'incidence en milieu rural reste très élevée (25,8%) en 2015, contre 14,7% en moyenne nationale. La population du Gbêkê s'établissait à 1 352 900 habitants (RGPH 2021). L''incidence de la pauvreté dans le Centre Nord a diminué de 57% en 2008 à 55,3% en 2015 et à 54,9% à Gbêkê.

Contexte social de la région de San Pédro
San Pedro est situé au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire.
En 2008, 45,5% de la population du Sud-Ouest vivait avec un revenu inférieur à la moyenne nationale. Cependant, le taux de pauvreté en 2008 n'était que de 26,6% en zone urbaine contre la moitié de la population en zone rurale (49,6%). En 2015, l'incidence de la pauvreté avait diminué à 39,1%, avec une évolution divergente entre l'augmentation du taux de pauvreté urbaine 38,6% et la diminution de la pauvreté rurale 39,9%. Au niveau national, la région de San Pedro a atteint le deuxième plus faible taux de pauvreté après Abidjan. La région de San Pedro comptait 1 060 724 habitants en 2021

Malgré la forte croissance économique enregistrée récemment, les taux de pauvreté peinent à diminuer partout notamment dans les régions d'intervention du Compact qui sont le Gbêkê et San Pedro ainsi qu'Abidjan. En effet, le taux de pauvreté, en moyenne nationale, a connu une légère baisse, passant de 48.9% en 2006 à 46,3 % en 2015. Toutefois, l'incidence de la pauvreté a augmenté de 2008 à 2015 dans le nord-ouest et le sud du pays, ainsi qu'à Abidjan (ENV 2015). L'incidence de la pauvreté rurale était deux fois plus importante que celle de la pauvreté urbaine. Cependant, étant donné que la pauvreté rurale a légèrement baissé et que la pauvreté urbaine est passée de 25 % en 2002 à 36 % en 2015, l'écart entre la pauvreté rurale et urbaine a diminué.

2.1.2 Faible participation des femmes à la vie active

Le pourcentage de femmes ivoiriennes qui participent à la vie active est moins important que dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (en 2016, le ratio hommes/femmes en termes de participation à la vie active de Côte d'Ivoire était d'environ 65 % - 52 % de femmes contre 81 %

d'hommes-, tandis que le ratio moyen des pays d'Afrique subsaharienne était de 82,5 %).[5] Elles sont moins susceptibles d'obtenir un emploi rémunéré (24 % contre 43 % des hommes en Côte d'Ivoire (ENV 2015)). En 2014, 5,7 % des femmes actives (contre 9,8 % d'hommes actifs) travaillaient dans le secteur formel (ENV 2015). La majorité des Ivoiriens, hommes et femmes, travaillent dans le secteur informel, en particulier dans les régions rurales (96,6 % contre 80,5 % à Abidjan et 88 % dans d'autres régions urbaines (ENV 2015)).

La participation des femmes à la vie active varie d'une manière importante selon le secteur économique. Dans le secteur du bâtiment, seulement 2,3 % des ouvriers sont des femmes et seulement 2,7 % dans le secteur des services de réparation, alors qu'on dénombre un pourcentage nettement plus élevé de femmes travaillant dans certains secteurs tertiaires (p. ex., 68 % des travailleurs des hôtels et des restaurants sont des femmes ; plus de 60 % des travailleurs des secteurs de la vente en gros et de la vente au détail sont des femmes ; dans le secteur des services à domicile, les femmes représentent 58 % des effectifs).[6]

Lorsque l'on observe la répartition du travail des femmes dans les différents secteurs (Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel, ENESI-2016), il apparaît que 41% des femmes travaillaient dans le secteur de l'agriculture, 31,7% dans le secteur du commerce, 3,7% dans le secteur de l'industrie, et 23,7% dans le secteur des services, ce qui représente au total plus de quatre cinquièmes des emplois occupés par les femmes. Ces chiffres concernent en grande majorité le secteur informel où il est extrêmement difficile de bénéficier d'un emploi stable et de conditions de travail décentes. Selon l'ENV 2015, le pourcentage de femmes travaillant dans l'agriculture et le commerce était descendu à 35 % pour chacun de ces secteurs, tandis que les services représentaient 21 % du nombre total d'emplois. Les femmes sont par ailleurs moins bien rémunérées que les hommes pour un même travail. La Banque Mondiale relevait en 2017 que les ivoiriennes gagnaient un salaire à peine égal à la moitié de celui des hommes.[7]

Dans le secteur de l'agriculture, les hommes s'occupent des cultures commerciales tandis que les femmes s'occupent généralement des cultures vivrières. Elles sont responsables de la sécurité alimentaire et ne peuvent donc commercialiser que les excédents, lorsqu'il y en a, la commercialisation étant assurée sous le contrôle du chef de famille propriétaire de la terre exploitée par sa femme.

2.1.3 Pressions socioculturelles de genre

Les efforts pour encourager l'intégration des filles, des femmes et des autres groupes exclus en Côte d'Ivoire se heurtent également à des traditions profondément enracinées dans les mœurs selon lesquelles certains comportements ayant lieu au sein de la famille ou de la société sont considérés non pas comme des restrictions à l'encontre des droits et des libertés des filles, des femmes et autres, mais comme des normes sociales et culturelles légitimes.

[5] *Banque Mondiale. Indicateurs du développement dans le monde.*

[6] Les chiffres sur l'emploi en fonction du secteur économique proviennent Situation de l'Emploi en Côte d'Ivoire (2012), Tableau 12, p. 22.

7 https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/les-femmes-face-cachee-de-lemergence-en-cote-divoire

https://www.contrepoints.org/2016/04/06/245720-discrimination-des-femmes-en-cote-divoire

Malgré les lois qui existent, la discrimination, le harcèlement sexuel, le recours aux rapports sexuels de nature transactionnelle pour faciliter les transactions sociales et économiques, ainsi que les violences à l'encontre des femmes font partie de la vie quotidienne, que ce soit pour les écolières, les femmes actives, les femmes engagées dans le commerce transfrontalier ou les enseignantes.[8] Plus d'un tiers des femmes ivoiriennes déclarent avoir subi des violences physiques ou sexuelles, tandis qu'un quart d'entre elles déclare avoir subi des violences similaires de la part de leur partenaire. Les dernières statistiques classent la Côte d'Ivoire à la 18e place sur 25 pays d'Afrique concernant toute forme de violence physique ou sexuelle subie par les femmes selon les résultats de la dernière Étude Démographique et de Santé (EDS) pour chaque pays. Une stratégie nationale pour lutter contre les violences basées sur le genre a été adoptée en 2015.

2.1.4 Vulnérabilité des jeunes ivoiriens

La pyramide de la population par groupe d'âge la plus récente souligne la part considérable de la population (38,2 %) âgée de moins de 15 ans. Sans éducation ni compétences professionnelles, de nombreux jeunes ivoiriens ne parviennent pas à trouver du travail, à acquérir des revenus ni à devenir des adultes autonomes. Selon l'étude nationale sur l'emploi de 2016, la participation des jeunes (14-24 ans) à la vie active est faible par rapport à la main d'œuvre globale, leurs taux d'inactivité étant de 66,6%, contre 48,1% pour la population globale[9]. Le taux de chômage des femmes (3,5%) est plus élevé que celui des hommes (2,3%) et celui des jeunes (3,9%) plus élevé que celui des plus de 60 ans (1%).

Les jeunes qui ne participent pas à la vie active peuvent néanmoins être scolarisés. Là encore, les taux d'accès à l'éducation et les résultats scolaires de la Côte d'Ivoire sont généralement inférieurs à ceux des autres pays d'Afrique de l'Ouest, qu'il s'agisse de l'enseignement primaire ou secondaire - collèges et lycées- (RESEN 2016). Malgré les progrès des dernières années pour accroître le taux brut de scolarisation au primaire, qui en 2018-2019 atteignait 100,5%[10], les chiffres pour le secondaire révèlent un abandon de près du tiers des écoliers du primaire, le taux brut de scolarisation étant de 60% au niveau secondaire général (Statistiques scolaires de poche, 2018-2019, MENETFP/DSPS).

On observe, par ailleurs, un pourcentage relativement élevé de jeunes, âgés de 15 à 29 ans qui, selon l'Organisation Internationale du Travail sont sans emploi et qui n'ont suivi aucun cursus scolaire ni aucune formation. Il s'agit du pourcentage le plus élevé par rapport aux autres pays africains. Ces taux sont généralement plus élevés dans les régions rurales.

---

[8] L'étude de Salinger et al. (2017) présente de nombreuses répercussions que peuvent avoir les violences basées sur le genre sur la vie des filles et des femmes.

[9] République de Côte d'Ivoire. Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes. Enquête nationale sur la situation de l'emploi et le secteur informel (ENSESI,2016) : Rapport descriptif sur la situation de l'emploi, Tome 1, page 23. https://www.agenceemploijeunes.ci/site/themes/themeforest/assets/files/RAPPORT_FINAL_ENSESI_2016.pdf, consulté le 25 Juin 2019 à 8.15 am.

10 Statistiques scolaires de poche, 2018-2019, MENETFP/DSPS

2.1.5 Risques de traite des personnes

La Côte d'Ivoire est signataire de la déclaration de la CEDEAO pour la lutte contre le trafic des personnes[11] de 2001. Le pays est à la fois un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes. Cette traite touche des hommes, des femmes et des enfants (garçons et filles) qui sont principalement assignés aux services domestiques et de restauration, aux travaux dans les secteurs de la mine, de l'agriculture ainsi qu'à la traite sexuelle. Les réseaux de TdP ivoiriens sont informels pour la plupart, ce qui les rend particulièrement difficiles à détecter. La TdP en Côte d'Ivoire a aussi des origines au-delà de ses frontières nationales. La pauvreté qui touche les pays voisins entraîne souvent des migrations, notamment d'enfants qui viennent en Côte d'Ivoire pour trouver un emploi.

À la suite des efforts du gouvernement ivoirien pour lutter contre la TdP, le *Department of States du gouvernement* des États-Unis a, dans son rapport annuel sur le TdP dans le monde, classé la Côte d'Ivoire au niveau 2 depuis les quatre dernières années. Ce classement reflète la position des pays qui ne respectent pas toutes les normes mais qui s'efforcent de s'y conformer. La Loi n°2016-111 sur la lutte contre la traite des personnes représente la première interdiction de la traite des adultes et des enfants, et condamne à l'emprisonnement et à des sanctions financières les trafiquants reconnus coupables. La traite des enfants, quant à elle, est réglementée par la Loi n 2010-272 portant interdiction de la traite et des pires formes de travail des enfants. La mise en œuvre juridique de ces lois est prise en charge par un plan d'action national contre la traite des personnes.

2.2 Enjeux de GIS du projet compétences pour l'employabilité et la productivité[12]

Cette section présente une vue d'ensemble du contexte de l'éducation des filles et des femmes dans l'enseignement, puis met l'accent sur des enjeux de GIS spécifiques à l'enseignement secondaire et professionnel.

2.2.1 Les filles dans l'éducation

Concernant l'alphabétisation des jeunes femmes et hommes (15-24 ans) en 2016, on note que l'alphabétisation féminine en Côte d'Ivoire est largement inférieure à l'alphabétisation masculine, avec 47,2% des femmes contre 63,8% des hommes.[13]

Situation de l'éducation des filles dans la région de Gbêkê

Gbêkê est situé au centre nord de la Côte d'Ivoire. Selon le MICS 2016, le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans dans le Centre-Nord est de 48,8%, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 47,2%, mais bien inférieur au taux d'alphabétisation des hommes de la région pour le même groupe d'âge de 69,9 % (comparé à la moyenne nationale de 63,8). L'écart d'alphabétisation entre hommes et femmes (21,1%) est supérieur à l'écart national (16,6%) et constitue l'un des écarts régionaux les plus importants.

Le taux net de scolarisation au primaire est inférieur au taux national (56,5% contre une moyenne nationale de 57,1%).

Au niveau secondaire. Le TNS des garçons est de 53,0%, supérieur à la moyenne nationale (45,5%) et 38% des filles entrent à l'école secondaire à l'âge approprié, ce qui est inférieur de 15 points à celui des garçons de la région. La disparité entre les sexes en matière d'éducation est en effet l'un des traits les plus frappants du profil social et

Situation de l'éducation des filles dans la région de San Pedro

Selon le MICS 2016, le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans dans le sud-ouest est de 32,2%, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 47,2%, mais également bien inférieur au taux d'alphabétisation des hommes de la région pour le même groupe d'âge de 57,8%

L'écart entre les sexes en matière d'alphabétisation (25,6%) est supérieur à l'écart national (16,6%) et est l'un des écarts régionaux les plus élevés.

Le taux net de scolarisation de 57,4% à l'école primaire est comparable à la moyenne nationale de 57,1%.

Au niveau secondaire. Le TNS des garçons est de 40,0%, inférieur à la moyenne nationale (45,5%), et seulement 26,7% des filles accèdent au secondaire à l'âge approprié, soit 9 points de moins que la moyenne nationale de 35,6% et plus de 13 points en dessous du taux des garçons de la région. On note un faible accès à l'école secondaire avec une forte disparité entre les sexes

Jusqu'en 2015, les taux d'achèvement de l'école primaire des filles en Côte d'Ivoire (50,4%) étaient nettement inférieurs à ceux des garçons (63,3%). En 2018-2019, le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est de 79,8% pour les filles contre 80,5% chez les garçons selon les données de la direction en charge des statistiques du Ministère de l'Education Nationale. Ces pourcentages font état des progrès accomplis pour la scolarisation des filles au primaire. Toutefois les ratios sont encore plus faibles dans le 1er cycle du secondaire, car 52,79% des filles et 54,7% % des garçons achèvent le 1er cycle du secondaire en 2017. L'écart entre les garçons et les filles en Côte d'Ivoire diffère grandement de ceux enregistrés dans d'autres pays de la région, où la proportion de filles achevant le premier cycle du secondaire est plus élevée que celle des garçons (Banque Mondiale).

TABLEAU 1 : TAUX D'ACHEVEMENT DU 1ER CYCLE DU SECONDAIRE DANS DES PAYS DE LA REGION, 2019

9,5	Garçons, %	Filles, %
Côte d'Ivoire	60,41	52,79
Ghana	77,9	78,5
Burkina Faso	38,7	44,1
Cap Vert	59,6*	76,8*
Sénégal	33,9	40,9

(* : données de 2018)

2.2.2 Les femmes dans l'enseignement secondaire

Comparée à d'autres pays, la Côte d'Ivoire compte peu d'enseignantes dans les collèges et les lycées (16 % d'enseignantes dans les collèges et les lycées ivoiriens contre 14% d'enseignantes au Mali, 47% au Cap Vert, 25% au Ghana et 17% au Burkina Faso et jusqu'à 22% au Niger)[14]. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que peu de filles accèdent à l'enseignement supérieur (niveau d'accès pour le concours) et divers facteurs institutionnels et culturels affectant le choix de la carrière dans l'enseignement. De plus, les enseignantes des lycées et les représentants des syndicats des enseignants, rencontrés, remarquent également que l'insécurité croissante dans la classe, dans les écoles et dans les quartiers environnants décourage les femmes à exercer la profession d'enseignante (Salinger et al. 2017). Toutefois, un nombre croissant de recherches montrent que plus le nombre d'enseignantes augmente dans les pays en voie de développement, plus la scolarisation des filles est importante.[15] A l'École Normale Supérieure de Côte d'Ivoire, il

[14] Mentionné dans l'étude Salinger et al. (2017) : http://www.cnpc-mcc.ci/images/Final-FOR-DISTRIBUTION.pdf

[15] Mentionné dans l'étude Salinger et al. (2017) : http://www.cnpc-mcc.ci/images/Final-FOR-DISTRIBUTION.pdf

n'existe aucune circulaire ou note de service, ni d'arrêtés visant à régler le problème de la sous-représentation des femmes au sein du corps enseignant.

2.2.3 Enjeux de GIS dans les institutions et les politiques de l'Enseignement secondaire

Créée par décret n° 2018-960 du 18 décembre 2018 modifiant le décret n° 2017-150 du 1er mars 2017 portant organisation du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP), la Direction de l'Egalité et de l'Equité du Genre (DEEG) prend source depuis les travaux de l'audit genre du Ministère conduits de novembre 2016 à mars 2017.

Le Compact-Côte d'Ivoire a permis la création de cette Direction, qui a pour mission l'institutionnalisation du genre au MENA, mission étroitement liée au Projet Compétences pour l'Employabilité et la Productivité du Programme Millenium Challenge Corporation (MCC) du Gouvernement américain. Le but de la création de cette direction est de contribuer à la réduction des inégalités de genre au niveau de l'accès, du maintien et de l'achèvement pour tous les enfants et particulièrement les filles, afin d'assurer le développement durable de la Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agit pour la DEEG d'/de : (1) Elaborer et mettre en œuvre la politique genre et les stratégies du genre du Ministère ;(2) Promouvoir la scolarisation des filles ; (3) Renforcer les compétences des ministères et des parties prenantes clés sur la problématique de la scolarisation des filles et sur l'équité et l'égalité de genre ; (4) Promouvoir la mobilisation communautaire et l'inclusion sociale concernant les aspects genre ; (5) Assurer la communication et le plaidoyer sur la formation des filles et des femmes en lien avec le marché du travail ; (6) Mobiliser des ressources additionnelles pour la mise en œuvre de la politique et des stratégies.

Les années 2019 et 2020 ont été marquées par l'élaboration de documents cadres pour l'institutionnalisation du genre au MENA (Document de politique genre MENA, Plan quinquennal pour la mise en œuvre de la politique genre, Plans d'action prioritaires des régions de Gbêkè et de San Pédro). L'opérationnalisation de la DEEG est en cours depuis la signature de l'arrêté N° 268/MENET-FP/CAB du 16 avril 2019 portant organisation et fonctionnement de la direction de l'égalité et de l'équité du genre. Le financement du Compact-Côte d'ivoire a permis de construire la vision globale qui intègre les enjeux de genre et d'inclusion sociale dans l'ensemble des programmes éducatifs et d'ETFP. Toutefois, les ressources financières permettant de créer des programmes incitatifs basés sur le genre visant à favoriser l'accès à l'éducation et la poursuite des études par les filles et les enfants issus de familles à faible revenu, sont limitées.

Certains programmes, comme les « classes passerelles », permettent de venir en aide aux jeunes déscolarisés. Le MENA collecte annuellement des données sur le nombre d'enfants victimes de violences. Toutefois il ne dispose pas de certaines données désagrégées grâce auxquelles il serait possible de définir, d'analyser et de déclarer les résultats relatifs à l'éducation (par exemple sur l'incidence des Violences Basées sur le Genre, la sensibilité GIS des infrastructures scolaires etc.)

2.2.4 Enjeux de GIS de l'enseignement technique et la formation professionnelle

Dans le secteur de l'ETFP, tandis qu'en 2010-11 les femmes représentaient 43 % des étudiants, le pourcentage d'hommes et de femmes était presque égal en 2019-2020 (48 % de femmes contre

52% d'hommes)[16]. Les femmes sont particulièrement bien représentées (90% des femmes inscrites) dans le secteur tertiaire, notamment la comptabilité, le secrétariat et les services sociaux. Seulement 10 % des stagiaires ETFP féminines (institutions publiques et privées confondues) suivent une formation dans des secteurs industriels (contre 44 % des hommes). Selon le document de stratégie sur la réforme de l'ETFP de 2016, le pourcentage d'étudiants ivoiriens inscrits dans des formations professionnelles par rapport au nombre total d'étudiants (6,8 %) correspond à la moyenne de l'Afrique subsaharienne mais reste inférieur à celui des pays plus industrialisés (la moyenne des pays de l'OCDE est de 16,9 %)[17] et insuffisant par rapport aux ambitions du pays.

Depuis plus de dix ans, l'égalité de genre représente un thème stratégique pour le Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Un document de politique datant de 2007 a créé la première « Unité Genre » du ministère, élevé au rang de Secrétariat exécutif et rattaché au cabinet ministériel en 2012. Avant la réorganisation du MEN et l'intégration de l'ETFP à celui-ci, une réforme ETFP avait été ratifiée en décembre 2016. Cette réforme, qui n'était pas préparée par un audit genre du ministère, prévoyait néanmoins de renforcer l'égalité des sexes grâce au financement, par le gouvernement de dortoirs pour les filles dans les centres ETFP.[18] Un enjeu principal consistera à recruter des filles/femmes, à assurer le soutien de leurs familles, à organiser des horaires de formation qui conviennent aux filles/femmes, à fournir des transports sécurisés et à dispenser des formations aux filles/femmes dans tous les secteurs et dans toutes les professions techniques pour lesquelles il existe un centre ETFP afin de combattre le stéréotypage professionnel et d'équilibrer les taux d'inscription et d'achèvement des garçons et des filles.

2.3 Enjeux de GIS du projet Abidjan transport[19]

À Abidjan, les pauvres se déplacent généralement à pied (moyen de transport principal chez 64 % des habitants d'Abidjan selon une étude datant de 2013)[20] . Le coût des transports représente la troisième dépense la plus importante au sein des ménages (12 %) après la nourriture (46 %) et l'hébergement (16 %), que ce soit pour les ménages ruraux ou urbains, qu'ils soient pauvres ou non (ENV 2015). Dans les quartiers pauvres des villes, les usagers doivent se contenter de trottoirs dangereux, voire inexistants, de rues mal éclairées et d'un accès difficile et en bordure de trottoir à des transports en commun bondés. Les femmes, et même les hommes, sont particulièrement exposés aux agressions physiques dans les quartiers urbains défavorisés dans lesquels on trouve énormément de piétons. Une étude de l'Afro baromètre a révélé que les réponses données par les répondants lorsqu'on leur demandait leur ressenti en matière de sécurité quand ils marchaient dans leur quartier étaient presque similaires pour les deux sexes en 2014 et en 2016.

---

[16] MENETFP/DSPS : Statistiques scolaires de poche 2019-2020, p.117.

[17] Les formations industrielles rassemblent un peu plus d'un quart du nombre total de stagiaires ETFP, tandis que les formations du secteur tertiaire rassemblent la majorité des étudiants restants. Tous les chiffres proviennent du Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (2016, ibid.).

18 Selon Eyango (2017).

19 Les questions d'inclusion sociale et de genre relatives au projet ivoirien de transport d'Abidjan ont été abordées dans plusieurs évaluations et rapports du MCC (Belle-Isle 2016 ; Salinger et al. 2017 ; Thomas 2017).

20 Enquête sur la demande de transport dans le Grand Abidjan : enquête de ménage, Institut national de Statistiques, 2013. http://www.ins.ci/n/templates/Pub/transport%20gd%20abj%20m%E9nage.pdf

Les principaux facteurs de choix du moyen de transport sont le coût et la disponibilité, surtout chez les pauvres. Après la marche, les moyens de transport les plus populaires à Abidjan sont les *gbakas* (minibus) (8,2 %), les taxis collectifs (7,3 %) et les taxis *woro-woro* (4,9 %)[21]. Les bus de la SOTRA, même si leurs tarifs sont intéressants, représentent seulement 4,4 % du transport à Abidjan (transports réguliers et express confondus) à cause de leur disponibilité réduite, des délais d'attente trop longs et des itinéraires contraignants. Aux heures d'affluence, l'accès au bus est souvent précédé par des bousculades en défaveur des populations plus vulnérables (femmes avec des charges ou avec des enfants, personnes âgées ou en situation de handicap).

En Côte d'Ivoire, les femmes qui possèdent une voiture sont beaucoup moins nombreuses que les hommes, les femmes qui exercent le métier de chauffeur de taxi ou de bus sont extrêmement rares (même si de plus en plus d'entre elles commencent à exercer cette profession) et les femmes qui possèdent des vélos sont peu nombreuses, que ce soit à la campagne ou en ville. Sept pour cent des emplois dans le secteur économique des « transports et télécommunications » sont occupés par des femmes (données datant de 2012). Depuis de nombreuses années, le secteur des transports est réputé dans le monde entier pour être une profession masculine, mais des initiatives ont été lancées dans de nombreux pays pour lutter contre ce stéréotype sexiste.[22]

2.3.1 Les femmes dans les commerces urbains de bord de route

Dans les villes, tandis que les femmes représentent 70 % des commerçants urbains qui achètent et vendent des marchandises sur des étals ou dans des boutiques sur le bord des routes, elles sont beaucoup moins nombreuses (26 %) à prendre des décisions au niveau communal et à être consultées dans le cadre d'une construction routière (Thomas 2017). Certains emplacements de bord de route peuvent être très prisés pour leur trafic routier et piétonnier ou la proximité d'un stationnement de taxis qui représentent d'excellentes opportunités de vente. La réhabilitation de grandes voies d'Abidjan aura un impact certain sur ces opportunités et, pour les commerçantes et commerçants qui pourront conserver leur emplacement, elle risque de les compromettre de façon permanente, car si les véhicules circulent plus rapidement après les travaux, cela signifie que les chances de vendre des produits aux passants sont moins nombreuses.

2.3.2 Enjeux de GIS dans la construction des infrastructures de transport

Les projets de construction de routes sont perçus de façon quelquefois négative par la population locale, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables. En effet, ces projets perturbent la circulation et l'accès au bord des routes où sont installés les commerces. Par conséquent, les planificateurs de projets routiers doivent être à l'écoute des populations qui risquent d'être affectées. Là encore, la sous-représentation des femmes et des pauvres au sein des comités locaux de supervision des projets routiers communaux se traduit par une chance limitée pour ceux-ci d'exprimer leurs opinions et leurs besoins en ce qui concerne les routes et les perturbations engendrées par les projets routiers.

Les projets d'infrastructure routière peuvent également engendrer des risques pour les populations et les groupes vulnérables, notamment des risques relatifs à la sécurité (accidents de

[21] Enquête sur la demande de transport dans le Grand Abidjan : enquête de ménage, Institut national de Statistiques, 2013. http://www.ins.ci/n/templates/Pub/transport%20gd%20abj%20m%E9nage.pdf

[22] Voir Coopération économique pour l'Asie-Pacifique et Agence des États-Unis pour le développement international, « APEC Women in Transportation (WiT) Data Framework and Best Practices Initiative : Update of the WIT Compendium of Best Practices (2017) » (préparé par Nathan Associates Inc., bientôt disponible).

la route, accidents causés directement ou indirectement par la présence de chantiers de construction et la circulation d'équipement et de matériel roulant) , à la santé et au bien-être (poussière , bruits causés par les travaux etc.) ainsi que des risques de harcèlement, de violences basées sur le genre, d'augmentation de l'incidence des maladies sexuellement transmissibles, de traite des personnes et de travail des enfants.[23] Il existe différentes façons d'inclure les besoins des femmes et des pauvres aux projets routiers, notamment l'amélioration de l'éclairage, l'agrandissement des trottoirs, l'aménagement de zones pour les fortes affluences de bus et d'espaces convenables pour les personnes qui attendent le bus. Dans le cadre du Projet ATP, les Plans et le Système de Gestion Environnementale et Sociale élaborés à l'issue de la réalisation des études d'impact environnemental et sociale. De plus, chaque investissement dans les transports sera construit à l'aide d'une évaluation internationale des routes et de la sécurité du programme (« IRAP») et en respectant les autres exigences du compact permettront de faire face à ces risques potentiels. Un outil a par ailleurs été élaboré pour appuyer les entreprises qui seront chargés des travaux à identifier les risques et les enjeux en matière de GIS[8]

D'autre part, les projets de construction routière peuvent représenter d'excellentes opportunités commerciales et de formation pour les jeunes, les femmes et les pauvres. Ces groupes peuvent par exemple participer aux programmes « argent contre travail » ou « argent/formation contre travail » qui fournissent des services d'entretien des routes ou d'aménagement paysager. Ils peuvent également s'engager dans des activités du secteur informel qui soutiennent les équipes de construction routière (comme les services alimentaires). De tels projets peuvent créer des opportunités commerciales pour les entreprises de construction, de gestion des déchets et de recyclage ou de nettoyage des routes urbaines appartenant à des femmes par l'intermédiaire de passation des marchés publics effectuée dans le cadre du Compact. Lors de certains travaux routiers financés par d'autres bailleurs, des quotas sont établis afin de s'assurer qu'un certain pourcentage de la main d'œuvre provienne de la population locale ou qu'un certain nombre de femmes soient incluses au projet.

2.3.3 Enjeux de GIS dans la gestion et la planification des transports urbains

L'intersection du genre et de l'inclusion sociale avec les transports n'est que superficiellement comprise par des partenaires de mise en œuvre du Compact, AGEROUTE, FER et quelques autres acteurs. Les réflexions devraient être approfondies sur la façon dont les services de transport prennent en compte et répondent aux besoins des populations. Tandis que plusieurs études intéressantes sur les transports d'Abidjan et de sa périphérie ont été réalisées ces cinq dernières années, les données désagrégées en fonction du sexe ou du statut socioéconomique des utilisateurs des transports ne sont pas disponibles.

Étant donné que les femmes et les pauvres d'Abidjan sont en grande majorité des piétons, et non des utilisateurs des transports routiers, c'est la prise en compte des besoins des piétons dans le cadre des projets de construction routière qui contribuera à améliorer leurs conditions de vie de façon concrète.

[23] En 2015, par exemple, la Banque mondiale a annulé un projet routier de 265 millions de dollars en Ouganda à cause de violations des contrats des ouvriers, aux problèmes sociaux et environnementaux, au faible rendement du projet et aux accusations sérieuses de comportements sexuels abusifs de la part des entrepreneurs. Consultez la page http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/12/21/wb-statement-cancellation-uganda-transport-sector-development-project.

Préserver les investissements liés à l'infrastructure routière requiert d'accéder à des ingénieurs des transports qualifiés. Selon URC (2017), la Côte d'Ivoire et les pays voisins souffrent d'un manque de compétences techniques de gestion des actifs liés à l'infrastructure. Pour déterminer les tronçons de route les plus urgents à réhabiliter et à faire bénéficier d'entretiens de routine et de travaux de maintenance périodiques, identifier les causes de détérioration et déterminer le type d'intervention et le moment les plus appropriés, il est primordial de bénéficier d'une expertise en termes d'évaluation de l'état des routes, de planification, de coordination, de programmation, d'optimisation, de priorisation économique, d'ingénierie de la valeur et de gestion, mais également de prendre en considération les facteurs environnementaux. Par conséquent, il est primordial d'augmenter le nombre d'ingénieurs spécialisés en la matière en Côte d'Ivoire.

Formations des entités de mise en œuvre du programme Compact Côte d'Ivoire

Formation PAGIS à Abidjan, San Pédro et à Bouaké

Remise des attestations de formation

3. Structure du plan d'action

Le plan d'action identifie les objectifs, les actions, les personnes responsables, les indicateurs du PAGIS et l'état d'avancement de la mise en œuvre des actions suivantes. Comme l'indique les tableaux ci-dessous, le Plan d'action genre et inclusion sociale a introduit des exigences opérationnelles et des étapes clés en termes de GIS à trois niveaux différents :

1) La gestion transversale ayant des répercussions sur l'intégralité du Compact (Tableau1.) ;

2) Le projet "Compétences pour l'Employabilité et la Productivité " (Tableaux 2&3) ;

3) Le projet "Abidjan Transport" (Tableaux 4&5).

Tableau 1 : Actions GIS dans la gestion transversale du Compact

Objectifs GIS	Actions GIS	Responsables[24]	Indicateurs/Sources de données	Statut des actions GIS CY4[25]
1.1. Renforcement des capacités des intervenants				
1.1.1 Former le personnel de MCA-Côte d'Ivoire et des entités de mise en œuvre	1.1.1.1 Evaluer les besoins de renforcement des capacités du personnel de MCA Côte d'Ivoire et des entités de mise en œuvre (IE)	Cabinet d'assistance technique Direction GIS	-Date du rapport d'évaluation : Octobre 2020 - Date du plan de formation : Mai 2021	Réalisé
	1.1.1.2 Fournir la formation et l'assistance technique pour l'intégration des contraintes et opportunités GIS dans la mise en œuvre	Direction GIS Cabinet d'assistance technique	-Rapport de formation : oui -Nombre de personnes formées : par structures (62 personnes MCA Côte d'Ivoire et 124 personnes des IEA) et par sexe : 54 F et 132 H	Réalisé en 2021 et 2022 et 2023 A poursuivre en 2024

[24] Personnes et départements responsables de la mise en œuvre

[25] CY4 : Compact Year 4

Objectifs GIS	Actions GIS	Responsables[24]	Indicateurs/Sources de données	Statut des actions GIS CY4[25]
	1.1.1.3 Rendre disponible un Kit pour la formation du personnel du MCA et des membres des UGP et des entités de mise en œuvre (IE)	Direction GIS Cabinet d'assistance technique	- Disponibilité des manuels de formation et des « boites à outils » : oui - Kit pédagogique pour l'intégration du GIS : oui https://www.mcacotedivoire.ci/uploads/cards%20Kits%20de%20formation-23_02_22%20(1).pdf	Réalisé
	1.1.1.4 Diffuser les minutes PAGIS, hebdomadaire, pour la sensibilisation du personnel	Direction GIS	- Disponibilité des épisodes hebdomadaires	Réalisé
1.2. Approche GIS dans les procédures administratives				
1.2.1 Promouvoir l'intégration de l'approche GIS au niveau de l'ensemble des procédures administratives	1.2.1.1 Intégrer à l'ensemble des TdR et des DAO les contraintes identifiées localement et les résultats attendus en matière de GIS	Directions Exécutives des projets Direction GIS	-Nombre des Marchés (TdR et DAO) qui ne passent pas la non- objection avec réserve pour des questions liées au GIS chaque année	En cours
	1.2.1.2 Assurer la participation d'un expert GIS aux séances préalables d'information des soumissionnaires et aux panels d'évaluations ou revue de CV d'expert genre si nécessaire	Directions Exécutives des projets Direction de la passation des marchés Direction GIS	-Nombre de panels et de revue de CV avec la participation effective d'un représentant de la direction GIS ou d'un expert en GIS	En cours
1.2.2 Promouvoir un environnement inclusif de travail	1.2.2.1 Collaborer avec la Direction des Ressources Humaines de MCA-CI sur le développement d'une politique et des actions de sensibilisation pour encourager la diversité sur le lieu de travail et pour lutter contre le harcèlement sexuel	Leadership du MCA DRH Direction GIS	-Date de disponibilité du manuel RH -2 séances de sensibilisation organisées pour le staff en 2022 et 2023 Affichage réalisé dans les espaces partagés du bureau	Réalisé

Objectifs GIS	Actions GIS	Responsables[24]	Indicateurs/Sources de données	Statut des actions GIS CY4[25]
			-Niveau de satisfaction vis-à-vis de la pertinence des contenus de la sensibilisation : élevé	
1.3. Suivi des directives GIS dans les contrats				
1.3.1 Vérifier la conformité des livrables avec les résultats attendus en matière de GIS	1.3.1.1 Assurer l'orientation GIS des contractants pour les résultats GIS attendus (processus et livrables)	Directions Exécutives des projets Direction GIS	-Nombre de séances d'orientation GIS organisées : 1 par contractant recruté	En cours
	1.3.1.2 Fournir l'assistance technique aux contractants et aux experts GIS des firmes si nécessaire pour les résultats GIS attendus (processus et livrables)	Direction GIS	-Nombre de contractants n'ayant pas bénéficié d'Assistance Technique GIS = 0 - Réunions mensuelles avec les experts GIS des contractants	En cours
	1.3.1.3 Examiner les livrables afin de vérifier l'atteinte des résultats GIS et la conformité avec la politique genre du MCC	Directions Exécutives des projets Direction GIS	-% de livrables conformes à 100% aux résultats GIS attendus	En cours Activité réalisée chaque fois qu'il y a un livrable
1.4. Communications sensibles au genre et à l'inclusion sociale				
1.4.1 Développer et mettre en œuvre une communication exempte de messages stéréotypés et de discriminations	1.4.1.1 Développer une stratégie de communication de l'Agence MCA-CI qui prennent en considération, de manière intégrée et transversale, les considérations de GIS	Direction de la Communication Direction GIS Directions Exécutives des Projets	Date de validation du document de stratégie de communication de l'Agence MCA-CI y compris la stratégie de communication du PAGIS : Janv. 2020	Réalisé
	1.4.1.2 Réaliser des plans de communication annuels et des matrices mensuelles de communication de l'Agence MCA-CI qui	Direction de la Communication Direction GIS	-Publication des plans annuels : dernière semaine de décembre	Réalisé

Objectifs GIS	Actions GIS	Responsables[24]	Indicateurs/Sources de données	Statut des actions GIS CY4[25]
	prennent en considération, de manière intégrée et transversale les activités GIS		-Publication des matrices mensuelles :1ère semaine du mois	A poursuivre en 2024
1.4.2 Veiller à ce que la communication soit sensible au genre et à l'inclusion sociale	1.4.2.1 Développer des outils spécifiques relatifs aux considérations GIS des projets et activités, pour la communication interne et externe.	Direction de la Communication Direction GIS	-Disponibilité d'une liste d'outils spécifiques aux considérations GIS : Kit pédagogique, Minute PAGIS, One page PAGIS	Réalisé
	1.4.2.2 Documenter et partager les « bonnes pratiques » et témoignages mettant en valeur l'approche GIS	Direction de la Communication Direction GIS	-Nombre de cas de bonne pratique ou *success story* GIS documentés et distribués au staff dans l'année	En cours
1.5. Suivi & Evaluation				
1.5.1 Assurer que le suivi et l'évaluation des activités du Compact tiennent compte des inégalités sociales et de genre	1.5.1.1 Utiliser indicateurs désagrégés par sexe en accord avec la Politique de Suivi et d'Evaluation de MCC	Direction Suivi-Evaluation & Analyse Économique	-Publication du plan de suivi évaluation : Mars 2023 -Nombre d'indicateurs ventilé par sexe : Tous les indicateurs liés aux personnes (20 indicateurs) ont été ventilés par sexe.	Réalisé
	1.5.1.2 Contribuer au développement du plan S&E conformément à la Politique de Suivi et d'Evaluation de MCC	Direction GIS Direction Suivi & Evaluation& Analyse Économique	-Publication du plan de suivi évaluation : La dernière révision du plan de suivi - évaluation a été élaborée avec la contribution de la DGIS et a été publié en mars 2023.	Réalisé
	1.5.1.3 Contribuer à la revue trimestrielle du tableau de suivi des indicateurs du Compact (ITT)	Direction GIS Direction Suivi & Evaluation& Analyse Économique	% de ITT élaboré avec l'implication de la DGIS du Compact dans le cadre du QDRP : Les données du ITT sont élaborés chaque trimestre avec l'implication de la DGIS et soumis à l'approbation du MCC dans le cadre du QDRP	Activité réalisée une fois par trimestre

1. Tableau 2. : Actions GIS pour l'activité « Enseignement Secondaire » du Projet Compétences

2.1. Sous-activité « Construction de nouveaux collèges pour un accès équitable »				
Objectifs GIS	**Actions GIS**	**Responsables**	**Indicateurs/ Sources de données**	**Statut des actions GIS CY3**
2.1.1 Améliorer l'accès à l'éducation secondaire pour les filles et les garçons	2.1.1.1 Assurer la prise en compte des considérations genre et inclusion sociale dans la finalisation des plans-types (e.g. Accessibilité, agencement, sanitaires etc.) par rapport à l'utilisation différenciées des infrastructures	Contrat IDIQ (Mission 1A et 1B) Direction Construction des infrastructures Direction GIS	- Nombre et type d'aménagements conçus en relation avec les besoins de GIS - Date de validation des plans types et des recommandations opérationnelles	Réalisé
	2.1.1.2 Appuyer la réalisation de l'analyse genre et inclusion sociale des sites, conduite par IDIQ, qui permettra de comprendre comment les populations différentes bénéficient du projet.	Contrat IDIQ (OS2, mission 2B) Direction Construction des infrastructures Direction GIS Direction PES	- Validation de l'analyse GIS et des recommandations opérationnelles des rapports diagnostics de la tranche 1	Réalisé
	2.1.1.3 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation du CGES/PGES Générique et du CPR	ESOC Direction GIS Direction PES	- Date de validation du CGES/PGES Générique (05/06/2020) et du CPR (15/12/2020)	Réalisé
	2.1.1.4 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation et la mise en œuvre des PGESSS	Contrat IDIQ (Mission 3B/3C, 3D) Direction de la construction des infrastructures	- Validation du rapport du PGESSS des 30 sites de construction de collèges proximité	En cours

		Direction PES Direction GIS		
	2.1.1.5 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation et la mise en œuvre des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) et/ou des Plans d'Action de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS)	Contrat IDIQ (Mission 3C, 3D) Direction de la construction des infrastructures Direction PES Direction GIS	-Qualité de l'intégration des enjeux GIS dans le PAR/PRMS : satisfaisant pour les 20 premiers collèges dont les constructions ont démarré et les 10 suivants à construire -Validation du rapport des PAR/PRMS des 8 CDP de la tranche 1 de San-Pedro et les 4 suivants de la tranche 2 et des 12 CDP de Gbêkê de la tranche 1 et des 6 de la tranche 2 régions de Gbêkê et de l'ENS de San Pédro.	Activités réalisées chaque fois qu'un site est sélectionné pour les travaux
	2.1.1.6 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la sélection et l'évaluation des sites proposés par les communautés (TDP etc.)	Contrat IDIQ (OS2, Mission 3B) Direction construction des infrastructures Direction PES/ Direction GIS	-Validation des rapports de l'étude et des recommandations opérationnelles Tranche 1 réalisé (PGESSS)	Tranche 1 réalisé
2.1.2. Promouvoir des approches inclusives de mobilisation	2.1.2.1. Veiller à la consultation des groupes sociaux pertinents pour le genre et l'inclusion sociale (groupes de femmes, groupes de jeunes, allogènes, allochtones)	Contrat du Consultant senior /ONG Mobilisation communautaire Direction GIS/ Direction PES	Procès-verbaux des réunions tenues au sein des communautés Listes de présence	En cours

des communautés qui tiendront compte des considérations de genre et d'inclusion sociale.	2.1.2.2 Contribuer à l'intégration des considérations GIS dans les rapports d'acceptabilité des villages hôte et des sites de construction des CDP	Contrat du Consultant senior /ONG Mobilisation communautaire Direction GIS/ Direction PES	- Validation GIS des rapports finaux d'acceptabilité des sites des CDP des tranches 1 et 2	Réalisé
	2.1.2.3 Veiller à une composition diversifiée (par ex., sexe, âge, ethnie, statut allogène/allochtone etc.) des structures communautaires, notamment les GTT et GSC créées dans les localités ciblées pour la construction de CDP	Direction Exécutive du projet Contrat du Consultant senior/ ONG de Mobilisation communautaire Direction GIS	-Pourcentage de femmes et de jeunes au sein de chaque structure communautaire créée : les femmes représentent généralement 50% des membres des GSC	Réalisé
	2.1.2.4 Sensibiliser les entreprises de construction à offrir des opportunités d'emplois aux populations locales, notamment les femmes et les jeunes ainsi que les GSC à développer des activités génératrices de revenus autour des sites de construction afin de promouvoir des opportunités d'emplois et d'activités génératrices de revenu autour des sites de constructions là où c'est possible.	Direction Exécutive du projet ONG de Mobilisation communautaire Direction GIS Direction construction et infrastructure	-Nombre de personnes (H/F) recrutées sur place -Nombre de sous-traitants locaux (H/F) -Nombre de fournisseurs locaux des chantiers (Restauration, entretien de véhicules etc.) - pourcentage de femmes et de population locale dans les emplois créés	En cours Activité réalisée pour les CDP de la 1ère tranche (20) Il reste ceux de la 2ème tranche.
	2.1.2.5 Promouvoir des actions de mobilisation communautaire qui améliorent la participation à l'éducation secondaire pour les filles et les garçons	Contrat de Mobilisation communautaire Direction GIS	-Nombre d'actions de mobilisation communautaire identifiées dans les plans d'actions des GSC pour chaque site	En cours
	2.1.2.6 Assurer la prise en compte des considérations genre et inclusion sociale dans le renforcement des	Direction Exécutive du projet	- 58 GSC formés et sensibilisés (tranche 1 et 2) -Nombre de COGES formés et sensibilisés : 0	En cours

	capacités des membres des GSC, des COGES et du personnel de la DAPS-COGES	Contrat de Mobilisation communautaire Direction GIS	-Nombre d'agents de la DAPS-COGES(H/F) formés : 0	
	2.1.2.7 Intégrer les considérations genre et inclusion sociale dans les protocoles ou guides pratiques de la mobilisation communautaire	Contrat de Mobilisation communautaire Direction GIS	-Prise en compte des considérations GIS dans l'approche et la définition des contenus dans les protocoles et les guides pratiques de la mobilisation communautaire	Réalisé
2.1.3. Prévenir et répondre aux différents cas de traite des personnes, de VBG et de Harcèlement sexuel dans les différents bassins de construction des CdP	2.1.3.1 Veiller à l'identification des risques de TdP, de VBG et de Harcèlement Sexuel dans l'évaluation des sites proposés par les communautés	Contrat IDIQ (OS2, Mission 2B) Direction construction des infrastructures Direction PES/ Direction GIS	Date de validation des rapports de l'étude et des recommandations opérationnelles	Réalisé pour les sites des tranches 1 et 2
	2.1.3.2 Veiller à la prise de mesures de prévention et de mitigation des risques de TdP, de VBG et de Harcèlement Sexuel dans la réalisation des PGESSS et des DCE	Contrat IDIQ (OS3, Mission 3B) Direction construction des infrastructures Direction PES/ Direction GIS	-Validation du rapport du PGESSS ;[26] -Validation du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ; Réalisé pour les 8 premiers CDP de San Pédro et des 4 premiers de Gbêkê	En cours
	2.1.3.3 Sensibiliser les Entreprises en charge des travaux de construction des CdP et les populations du bassin de recrutement sur la prévention de la Traite des personnes, des VBG et le harcèlement sexuel avant et pendant les travaux de construction.	Direction GIS Direction construction et infrastructure Contrats Mobilisation Communautaire	-Nombre d'entreprises et de personnes (F/H) ayant participé aux séances de sensibilisation -Nombre de GSC sensibilisés - Taux de satisfaction des participants	En cours Activité réalisée pour les CDP de la 1ère tranche (20). Il reste ceux

[26] PGESSS validé pour les 20 premiers sites de la tranche 1 et DCE validé pour 12 sites (8 à San Pedro et à Gbêkê)

				de la 2ème tranche
	2.1.3.4 Appuyer les entreprises de construction des CdP pour l'élaboration et la mise en œuvre de Plans d'Action GIS pour la prévention et la mitigation des risques de Traite des personnes, de VBG et de Harcèlement Sexuel	Direction GIS Direction construction et infrastructure Direction ESP	- Plans d'Action GIS pour chaque entreprise de construction - Mécanismes de réponse pour les cas de Traite des personnes, de VBG et de Harcèlement sexuel Réalisé pour les 4 premiers CDP de San Pédro	En cours Activité réalisée pour les CDP des tranches 1 et 2.
	2.1.3.5 Assurer le Suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention et de mitigation des cas de Traite des personnes, de VBG et de Harcèlement sexuel	Direction GIS Direction construction et infrastructure Direction ESP	- Rapport de suivi ; - Nombre de cas de Traite des personnes, de VBG et de Harcèlement sexuel En cours de réalisation pour les 2 premiers CDP de San Pédro en construction	En cours
2.2 Sous activité « Amélioration et extension de la formation des enseignants (es). »				
2.2.1 Intégrer des considération	2.2.1.1 Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une pédagogie sensible au GIS dans la formation et la supervision des enseignants bivalents par les inspecteurs.	Direction Exécutive du projet Cabinet assistance technique Teacher Training Direction GIS Direction Enseignement Secondaire	-Nombre de sections/paragraphes modifié dans le manuel pédagogique existant (modifications pour une pédagogie sensible au GIS) -% d'enseignants bivalents (H/F) formés de suivant le nouveau curriculum pour remédier aux problèmes de GIS et de VBG dans les écoles	En cours

s GIS dans la sous-activité formation des enseignants			-% des enseignants bivalents inspectés sur les aspects GIS de leur enseignement[27]	
	2.2.1.2 Explorer des réformes administratives à l'ENS susceptibles d'améliorer la participation des étudiantes (par ex., recrutement, calendrier d'examen, bourses, accommodement pour les femmes enceintes etc.)	Direction Enseignement Secondaire Direction GIS Direction	-Rapport faisant état des recommandations de réformes administratives à l'ENS en lien avec GIS. -% de réformes de GIS recommandées et effectivement mises en œuvre	En cours
	2.2.1.3 Assurer la prise en compte des considérations genre et inclusion sociale dans la finalisation des plans-types et la construction des annexes de l'ENS (dortoirs, espaces agréables, bien éclairés et sécurisé -y compris des espaces sûrs pour les études, une cantine etc.)	Direction GIS Direction Construction	-Plans d'architecture et de construction fondés sur l'accès universel et les besoins différentiés -Taux d'accroissement du nombre d'étudiantes inscrites et formées à l'ENS après 2 ans puis 4 ans	Réalisé
	2.2.1.4 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation du CGES/PGES Générique et du CPR	Direction ESP Direction GIS ESOC	Date de validation du CGES/PGES Générique (05/06/2020) et du CPR (15/12/2020)	Réalisé
	2.2.1.5 Assurer la prise en compte des considérations genre et inclusion sociale (harcèlement sexuel, traite des personnes, etc.) dans : ● Réalisation des PGESSS ● Réalisation des DCE	Direction GIS Direction PES	-Qualité de l'intégration des enjeux GIS dans le PGESSS et le PAR et DCE -Date de validation du rapport final PGESSS - Date de validation du DCE -Date de validation du Plan de mitigation des risques avec volet GIS du PGESSS	Réalisé

[27] La source de données pourrait être un scorecard/feuille de marquage de l'inspecteur qui indique la performance de l'enseignant sur ce volet

	2.2.1.6 Assurer la prise en compte des considérations genre et inclusion sociale (harcèlement sexuel, traite des personnes, etc.) dans : ● Réalisation des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) / PRMS ● Suivi de la mise en œuvre des mesures de mitigation des risques	Direction GIS Direction PES	--Qualité de l'intégration des enjeux GIS dans le PRMS ENS DE San Pedro : satisfaisant -Validation du rapport PRMS ENS de San Pedro Il n'y a pas de PRMS pour l'ENS de Bouaké.	Réalisé
2.3. Sous activité « Politique genre en éducation et renforcement institutionnel »				
2.3.1 Promouvoir l'équité de genre à tous les niveaux du système éducatif principalement dans le secondaire	2.3.1.1 Développer une politique genre en éducation suivant un processus participatif avec les parties prenantes.	Direction Enseignement Secondaire Direction GIS Consultant	-Date de disponibilité du rapport initial avec la méthodologie et les étapes pour le développement de la PGE	Réalisé
	2.3.1.2 Développer un plan d'action quinquennal budgétisé en lien avec le document de politique genre	Direction Enseignement Secondaire Direction GIS Consultant	-Date de validation du Plan d'Action quinquennal incluant un volet budgétaire disponible et validé	Réalisé
	2.3.1.3 Développer un plan d'actions prioritaires pour réaliser l'objectif de réduire les inégalités de sexe dans les zones d'intervention du Compact	Direction Enseignement Secondaire Direction GIS Consultant	-Plan d'actions prioritaires pour la réduction des inégalités de sexe disponible et validé	Réalisé
	2.3.1.4 Concevoir un concept note pour la mise en œuvre des Actions Prioritaires	Direction Enseignement secondaire Direction GIS	-Disponibilité du document opérationnel détaillé, chiffré et séquencé des actions prioritaires	Réalisé

		Consultant		
	2.3.1.5 Réaliser la mise en œuvre des actions prioritaires pilotes à Gbêkê et San Pédro, pour réaliser l'objectif de réduire les inégalités de sexe	Direction GIS Direction Enseignement secondaire Consultant AETS	-Nombre de mission de supervision de la mise en œuvre des actions prioritaires -% d'actions mises en œuvre par rapport aux actions prévues	En cours
	2.3.1.5_1 Conduire la mobilisation sociale et communautaire pour le genre, en vue d'accroitre l'accès, le maintien des filles dans les CDP en construction ainsi que l'alimentation scolaire	Direction GIS Direction Enseignement secondaire Consultant AETS	- Plan de communication : réalisé - Nombre de formateurs de formateurs formés - Nombre de causeries débats et sensibilisations réalisés - Nombre de personnes formées -Nombre de groupements féminins institués pour la création et la gestion des cantines	En cours
	2.3.1.5_2 Réaliser le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif, avec un accent sur les VBGMS (Violences basées sur le genre en milieu Scolaire)	Direction GIS Direction Enseignement secondaire Consultant AETS	- Modules de formations dispensés - Nombre de personnes formés - Mécanisme de lutte contre les VBGMS mis en place - Nombre de comité d'enfants pairs éducateurs installés	En cours
	2.3.1.5_3 Susciter l'intérêt des jeunes filles pour la Science, la Technologie, l'Ingénierie, les Arts, le Design et les Mathématiques (STEAM)	Direction GIS AETS Direction Communication Direction Enseignement secondaire	- Nombre de camps STEAM = 2 - Nombre de participantes aux camps STEAM -Nombre de filles bénéficiaires des clubs STIM et Mentorat - Nombre de campagnes de sensibilisation	Réalisé en 2023 En cours en 2024

	2.3.1.5_4 Réaliser le développement de partenariats innovants et la mobilisation des ressources nécessaires à la pérennisation des activités visant à réduire les inégalités de genre dans le secteur Education dans les régions de Gbêkê et de San-Pedro	Direction GIS Consultant PMR	- Nombre de Partenariats développés - Nombre de projets conceptualisés	En cours
	2.3.1.5_41 Élaborer une cartographie des partenaires et un plan stratégique de mobilisation de ressources et de partenariats pour la réalisation des objectifs des plans d'actions prioritaires pendant et après le Compact-Côte d'Ivoire et le mettre en œuvre.	Direction GIS Consultant PMR	- Cartographie disponible - Plan de mobilisation et de communication disponibles	Réalisé
	2.3.1.5_42 Renforcer les capacités des parties prenantes clés sur les techniques et les stratégies de mobilisation de ressources et de partenariats	Direction GIS Consultant PMR	- UMR crée - Nombre de personne formées - Ressources de formation disponible	En cours
	2.3.1.6 Suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires pour réaliser l'objectif de réduire les inégalités de sexe	Direction Enseignement secondaire Direction GIS DEEG Consultant	-Nombre de mission de Suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires -% d'actions mises en œuvre par rapport aux actions prévues	En cours
	2.3.1.7 Appuyer l'opérationnalisation de la Direction de l'Equité et de l'égalité de genre (DEEG) au sein du MENA notamment en le dotant des moyens et des ressources adéquates avec des objectifs clairement définis	Direction Enseignement secondaire Direction GIS Consultant	- Décret de création de la DEEG : Oui -% du personnel prévu effectivement affecté à la DEEG : 90 -Notification d'un budget pour le fonctionnement de la DEEG : oui	Réalisé
	2.3.1.8 Déployer et suivre le renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre de la politique genre en éducation au sein de la DEEG, des Directions centrales,	Direction Enseignement secondaire Direction GIS	-Nombre de formations données - Nombre de participants ventilés par sexe et par affectation	En cours

	des DREN des IEPPS et de la direction des écoles & collèges du MENA et autres parties prenantes clés.	Consultant	-% de directeurs centraux, régionaux et des IEPPS qui sont capables d'identifier les priorités GIS après la formation -Nombre de voyage d'étude= 1	
	2.3.1.9 Développer une stratégie de communication nationale au sein du MENA afin d'expliquer au public en quoi consiste la politique genre en éducation, ses objectifs et (à terme) ses résultats.	Direction Enseignement secondaire Direction GIS Direction Communication Consultant	-Nombre d'évènements de communication sur la PGE organisé -% de personnes qui sont informées de l'existence de la politique genre dans l'éducation parmi les acteurs du secteur et dans le grand public -Document de stratégie de communication	Réalisé
	2.3.1.10 Inclure dans la stratégie de communication du Compact des messages ciblant les jeunes filles et leurs familles sur opportunités offertes par les filières non traditionnelles pour les femmes	Direction GIS Direction de la Communication	- Plan de communication validé -Nombre de messages adaptés aux groupes cibles - Fréquence de diffusion par support	Réalisé
	2.3.1.11 Organiser une campagne de Communication pour le changement de comportement et appuyer la vulgarisation du protocole de prise en charge des filles enceintes/mères dans les 41 DRENA	Direction GIS FHI 360 / Agence de communication MCA Direction de la Communication	- Etude pour l'orientation de la campagne - TDRs de lancement finalisé - Plan de communication validé -Nombre de messages adaptés aux groupes cibles - Fréquence de diffusion par support - Le nombre d'articles publiés sur la campagne[28]	En cours

[28] Source : Google

			-Le nombre de visiteurs sur le site MCA concernant cette thématique[29]	
2.4. Sous-activité « Développement des systèmes de prise de décision »				
Objectifs GIS	**Actions GIS**	**Responsable**	**Indicateurs/Sources de données**	**Statut des actions GIS CY3**
2.4.1 Promouvoir l'utilisation stratégique des données éducatives afin de réduire les disparités sociales et de genre.	2.4.1.1 Soutenir l'Intégration des considérations GIS dans l'état des lieux et l'analyse des systèmes d'informations (utilisation stratégique de données désagrégées par sexe, âge, lieu de résidence, niveau de pauvreté et/ou d'autres variables décrivant une vulnérabilité) au niveau du SIGE	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	-Rapport d'étude et recommandations du consultant	Réalisé
	2.4.1.2 Soutenir l'Intégration des considérations GIS dans le renforcement des capacités de la DVSP pour la collecte, le traitement et l'analyse des données (désagrégées par sexe, âge, lieu de résidence, niveau de pauvreté et/ou d'autres variables décrivant une vulnérabilité) pour la prise de décisions	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	-Rapport de formations	En cours
2.4.2 Promouvoir l'intégration du GIS dans la conduite des évaluations nationale et internationale	2.4.2.1 Appuyer l'intégration des considérations GIS dans le diagnostic du cadre du développement de l'évaluation des acquis scolaires et de l'évaluations formative.	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	Rapport d'étude	En cours
	2.4.2.2 Soutenir l'élaboration de la nouvelle approche d'évaluation des acquis des élèves du secondaire afin qu'elle prenne en compte des considérations de genre et d'inclusion sociale	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	-Rapport d'étude	En cours

[29] Source : web Analytics

	2.4.2.3 Appuyer l'intégration des considérations GIS dans la formation des administrateurs de tests de l'évaluation pilote pour la maîtrise du protocole d'administration des tests cognitifs et des questionnaires et la maîtrise des techniques de collecte de données (évaluation pilote)	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	- Nombre de personnes formées	Réalisé
	2.4.2.4 Appuyer l'intégration des considérations GIS dans l'évaluation internationale sur la base des expériences internationales pertinentes et des exemples éprouvés au niveau international, notamment ceux qui prennent la dimension genre et inclusion sociale (GIS) en considération	Direction Enseignement secondaire Direction GIS C2D services	- Rapport d'étude	En cours. Le rapport de l'étude est en cours de réalisation

2. Tableau 3 : Actions GIS de l'activité « Enseignement Technique et Formation Professionnelle » du projet Compétences

3.1. Sous activité « Modèle de partenariat public-privé pour la Construction de 3-4 nouveaux centres d'ETFP »				
Objectifs GIS	**Actions GIS**	**Responsable**	**Indicateurs/Sources de données**	**Statut des actions GIS CY3**
3.1.1 Assurer l'accès et le maintien des stagiaires, femmes et catégories vulnérables dans les nouveaux centres d'ETFP.	3.1.1.1 Intégrer les considérations GIS dans les documents d'appel aux partenaires et projets (TDR/DAO), et document de gestion du fonds, le document Design du centre PDC, etc.	Direction ETFP Direction GIS Gestionnaire du fonds ETFP	-Date de validation de la version finale du manuel de gestion des fonds	Réalisé
	3.1.1.2 Intégrer des considérations GIS dans les décisions et choix d'infrastructure (par ex., sanitaires /internats, éclairage, sécurité, bien-être, etc.)	Direction GIS Direction ETFP	-Date de revue des plans par un panel incluant la direction GIS et confirmant la prise en compte de toutes les considérations genre pertinentes	En cours
	3.1.1.3 Fournir un appui technique pour le développement et la mise en œuvre d'un plan d'action GIS au niveau de chaque nouveau centre PDC	Direction GIS Direction ETFP	Date de finalisation du plan GIS de chaque centre PDC - Qualité des plans GIS de chaque centre -% par fonction des staffs ayant reçu une formation GIS -% de stagiaires femmes dans les PDC -Nombre de filles inscrites dans la première cohorte par centre et par filière -% de filles diplômées dans la première cohorte par centre et par filière	En cours

	3.1.1.4 Intégrer des considérations GIS dans les documents de gouvernance du centre d'ETFP	Direction ETFP Direction GIS	- Date revue du Draft par la direction GIS -% de femmes participant aux instances de direction des centres d'ETFP	En cours
	3.1.1.5 Documenter, partager les bonnes pratiques dans le système ETFP en ce qui concerne les aspects GIS.	Direction ETFP Direction GIS	-Nombre de bonnes pratiques GIS reconnues	A réaliser
	3.1.1.6 Incorporer des considérations de genre et d'inclusion sociale dans le curriculum de formation développé par le secteur privé et le ETFP pour les nouveaux centre TVET (par ex., « soft skills », violences basées sur le genre, éducation sexuelle, harcèlement)	Direction ETFP Direction GIS	-Date de validation des modules GIS dans le curriculum des centres -Nombre de thématiques couvertes selon le genre	
	3.1.1.7 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation des Plans de Gestion Environnementale et Sociale de l'Adjudicataire (PGESA), des Plans d'Installation de Chantier (PIC) et des plans de réinstallation et suivre la mise en œuvre des mesures de mitigation des risques (par ex., harcèlement, traite des personnes) sur les chantiers	Direction ETFP Direction GIS Direction PES	-Qualité de l'intégration des enjeux GIS dans le PGESA, le PIC, et DCE -Date de validation du rapport final du PGESA ; Date de validation du PIC Date de validation du DCE - Rapport des PRMS du centre TVET CFPMI d'Abidjan et CMTL de Bouaké en cours de finalisation.	En cours
	3.1.1.8 Soutenir les consortia pour l'institutionnalisation du genre dans la mise en œuvre de l'activité ETFP y compris la création de PAGIS opérationnel pour les consortia sélectionnés	Direction GIS Consultant	_Nombre de PAGIS opérationnel	A réaliser
3.2. Sous activité « Gestion de la qualité et la redevabilité de l'ETFP »				

3.2.1 Assurer l'intégration des considérations GIS dans le suivi des apprenants après-études	3.2.1.1 Intégrer les considérations GIS dans le renforcement des capacités des parties prenantes clés	Direction ETFP Direction GIS	-Nombre de séances de sensibilisation organisées et Nombre de participants ventilés par sexe	A réaliser
	3.2.1.2 Appuyer la prise en compte des considérations GIS dans l'élaboration et la mise en œuvre de la procédure/méthodologie de certification (accréditation) des centres PDC	Direction ETFP Direction GIS	Pourcentage des critères spécifiques au GIS dans l'outil de certification	En cours
	3.2.1.3 Dans le Tracer (études de suivi des diplômés), utiliser des données ventilées selon le sexe pour identifier les expériences différentes des hommes et des femmes sur le marché du travail	Direction ETFP Direction GIS	-Disponibilité des données statistiques dans les rapports annuels décrivant les performances des stagiaires selon le sexe	En cours
	3.2.1.4 Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des outils de collecte et d'analyse des données qui sont spécifiques au GIS	Direction ETFP Direction GIS	- Pourcentage des questions spécifiques au GIS dans les questionnaires de sondage, guides d'interview ou de focus groups	Réalisé

Tableau 4 : Actions GIS de l'activité « Développement des Infrastructures » du Projet Abidjan Transport

4 Réhabilitation de routes				
Objectifs GIS	**Actions GIS**	**Responsable**	**Indicateurs**	**Statut des actions GIS CY3**
4.1 Promouvoir une distribution des bénéfices des investissements transport inclusive des populations vulnérables et des femmes.	4.1.1 identifier, évaluer et atténuer les risques autour des investissements d'infrastructures : - Risques liés au genre et Inclusion sociale - Risques sociaux et environnementaux Réalisation d'un plan de mitigation	Consultant A& E Direction ingénierie de transport Direction ESP Direction GIS (appui et suivi) Consultant AECOM ATP	- Rapport d'EIES et plan de mitigation des risques GIS	Réalisé
	4.1.2 Collaborer avec A&E, pour la conception de l'approche de formation « Chantier École », notamment pour déterminer le processus de certification et le nombre optimal de candidats.es à embaucher par l'entrepreneur en vue de l'inclusion sociale et de genre	Consultant A&E Direction Institutionnelle Direction GIS	-Intégration de modalités de recrutement sensibles au genre dans la méthodologie de mise en œuvre	Réalisé
	4.1.3 Collaborer avec A&E pour l'élaboration des exigences en matière de GIS concernant le chantier école dans les DAO de manière à s'assurer que le système de création d'emploi pour les bénéficiaires accroit la participation des femmes et des personnes vulnérables	Consultant A&E Direction Institutionnelle Direction GIS	- DAO intégrant les exigences GIS relatives au chantier école - Cahier de charges chantier école disponible	Réalisé
	4.1.4 Collaborer avec A&E pour la prise en compte des considérations GIS dans les référentiels métiers- compétences et formation	Consultant A&E Direction Institutionnelle	- Référentiel métier Chantier école intégrant les considérations GIS au niveau de l'écriture et de la pédagogie.	Réalisé

		Direction GIS		
	4.1.5 Assurer le suivi du processus de recrutement des jeunes pour la formation du chantier école auprès de l'AEJ notamment les phases suivantes : sensibilisation, publication des avis de recrutement, élaboration des outils de sélection, tri et analyse des dossiers, entrevue, rapports de sélection…).	Direction Institutionnelle Direction GIS Agence Emploi jeune	- La liste des stagiaires aptes pour la formation comprenant au moins 30% de femme par cohorte - Nombre de critères et les outils de sélection sensibles au genre	A réaliser
	4.1.6 Assurer le suivi des formations GIS des stagiaires du chantier école	Direction Institutionnelle Direction GIS Ingénieur	- Rapport des visites -Rapport des visites -Ratio de -certification H/F -Taux de femmes certifiées	A réaliser
	4.1.7 Utiliser une approche participative pour la consultation des populations avec une composition diversifiée (par ex., sexe et quartier) afin de garantir la participation des femmes et des groupes vulnérables ainsi que l'expression de leurs besoins spécifiques et leurs intérêts stratégiques.	Consultant A&E Direction Ingénierie Direction ESP Consultant ESOC Direction GIS CMOP	Stratégies d'engagement des parties prenantes CMOP 2ème semestre de 2022 - Compte rendus des consultations -Nombre de consultations (désagrégée par sexe, quartier) -CR de réunion comités communaux de médiation relatif au MRG	Réalisé
	4.1.8 Participer à la consultation /engagement des parties prenantes notamment les femmes etc. Les groupes vulnérables pour le projet ATP et Faire le suivi des activités d'information sur le MRG	Consultant A&E Direction Ingénierie Direction ESP Direction GIS Consultant ESOC CMOP	- Rapport de réunion d'activités mensuel des CMOP	En cours
	4.1.9 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation des EIES et des Plans d'Action	Direction GIS Direction ESP	- Rapport de l'EIES Validé et plan de mitigation de risques	Réalisé

	de Réinstallation (PAR) et suivre la mise en œuvre des mesures de mitigation des risques (par ex., harcèlement, traite des personnes) sur les chantiers et de bonification des impacts positifs (par ex. création d'emplois).	Consultant GIS ESOC EGIS CMOP		
	4.1.10 Suivre l'intégration des considérations GIS dans la réalisation des Plans d'Action de Réinstallation (PAR)		- Cadre de politique de réinstallation et Plans d'action de réinstallation intégrant les considérations GIS notamment l'accompagnent aux individus et groupes vulnérables	Réalisé
	4.1.11 Suivre le processus de compensation dans le cadre de la réinstallation pour assurer un traitement équitable de toutes les PAPs en tenant compte des contraintes propres à certains groupes (femmes chefs de famille, pauvres, personnes à mobilité réduite, en situation de handicap).	Direction GIS Direction ESP Consultant ESOC CMOP	Rapport d'activité des CMOP OS 2	En cours
	4.1.12 Suivre le processus d'assistance des CMOP aux individus et groupes vulnérables impactés par le projet avant, pendant et après le déplacement notamment pour l'obtention des documents d'identité en vue de faciliter le paiement des compensations ainsi pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement additionnelles aux compensations (formations, mesures financières…) prévues dans le cadre de la politique de réinstallation	Direction GIS Direction ESP Consultant GIS ESOC GIS CMOP	- Cadre de politique de réinstallation et plans d'action de réinstallation intégrant les considérations GIS notamment L'accompagnent aux individus et groupes vulnérables - Nombre de PAP vulnérable accompagné pour l'obtention des documents d'identité - Nombre de PAP vulnérable ayant bénéficié de mesures d'accompagnement additionnelles aux compensations (formation, mesures financières additionnelles…)	En cours

	4.1.12 Suivre les plaintes sensibles (VBG, TDP, HS) dans Mécanisme de gestion des Griefs	Direction GIS Plateformes VBG GIS de l'Ingénieur Consultant GIS CMOP Consultant GIS CRGG	- Rapport d'enquête des plateformes VBG - Nombre de plainte sensible enregistré et clôturé	En cours
	4.1.13 Accompagner l'ingénieur, les consultants CMOP et CRGG dans l'élaboration, de leur plan d'action GIS	Direction GIS	- Nombre séance d'orientation de l'ingénieur et des consultants CMOP et CRGG organisé	Réalisé
	4.1.14 Suivre la mise en œuvre des PPGIS de l'ingénieur, des CMOP et des entrepreneurs	Direction GIS	-Nombre de visite de suivi organisé -Rapport d'activités de suivi -Nombre de réunion de suivi organisé	En cours
	4.1.15 Former le personnel de l'ingénieur, des consultants CRGG et CMOP ainsi que les plateforme VBG sur les exigences GIS (HS, VBG, TDP, recrutement des femmes, Gestion des plaintes sensibles)	Direction GIS Consultant GIS AECOM	- Nombre de séance de formation organisé sur les exigences GIS	Réalisé
	4.1.16 Suivre la stratégie d'accompagnement de l'ingénieur aux entrepreneurs dans l'élaboration de leurs plans d'action GIS	Direction GIS GIS de l'ingénieur Consultant GIS AECOM	- PAGIS de l'ingénieur - Canevas d'élaboration des Plans d'action Genre des entrepreneurs préparé par l'ingénieur Nombre de séance d'orientation organisé par l'ingénieur à l'intention des entrepreneurs	Réalisé

	4.1.17 Organiser des visites de chantiers, bases vie, carrières d'approvisionnement des entrepreneurs en collaboration avec l'ingénieur pour le suivi des exigences GIS	Direction Ingénierie Direction GIS Consultant GIS AECOM Ingénieur	- Nombre de visite de suivi organisé - Rapport de visite de suivi	En cours
	4.1.18 Participer aux séances de travail et aux réunions des chantiers pour le suivi des exigences GIS	Direction Ingénierie Direction GIS GIS de l'ingénieur Entrepreneur	Compte rendu de réunion de suivi des travaux	En cours
	4.1.19 Sensibiliser les entrepreneurs et former leurs employés au GIS de façon périodique - Sensibilisation sur: la Politique Genre du MCC, sur le PAGIS - Sensibilisation sur le TDP - Sur le harcèlement sexuel et les VBG - Le recrutement des femmes - La Gestion des plaintes sensibles	Direction Exécutive du projet Direction GIS Direction ESP Consultant GIS ESOC	-Nombre de séances de sensibilisation organisées -Pourcentage de contractants sensibilisés - Taux de satisfaction des participants et participantes	En cours
	4.1.20 Développer des activités de communication en collaboration avec la direction communication en vue d'informer les jeunes et les femmes, des opportunités d'emploi notamment en obtenant la liste des compétences/métiers requis pour les travaux, de manière à pouvoir mieux informer sur les possibilités d'emploi qui seront offertes.	Direction Exécutive du projet Direction GIS/ Direction de la Communication	- Liste des compétences/métiers - Types de structures ou groupements ciblés pour la diffusion de l'information (Compendium des compétences féminines, listes des mairies et de l'agence Emploi des Jeunes associations de femmes, de jeunes, presse écrite, radio etc.)	En cours

Tableau 5 : Actions GIS de l'activité « Gestion et planification des transports » du Projet Abidjan Transport,

5.1. Education et diplômes en Infrastructures				
Objectifs GIS	**Actions GIS**	**Responsable**	**Indicateurs**	**Statut des actions GIS CY3**
5.1.1 Améliorer la capacité d'intégrer les considérations GIS dans les analyses et les programmes des agences publiques et les opérations des entreprises privées du secteur des infrastructures de transport	5.1.1.1 Former les parties prenantes clés (membres du CTCTR) et renforcer leurs capacités sur les considérations GIS dans la gestion de l'infrastructure du transport (CTIP, Harcèlement sexuel etc.)	UIMTA Consultant ESOC Consultant AETS Direction Exécutive du projet / Direction GIS Universités partenaires	-Nombre d'entreprises/d'agences publiques ayant bénéficié d'une formation GIS -Nombre d'employés d'entreprises/d'agences publiques formés au GIS (CTIP, Harcèlement sexuel etc.) selon le sexe et poste	Réalisé
	5.1.1.2 Sensibiliser les auditeurs au programme 3ES sur le GIS	Université partenaire Direction Exécutive du projet Direction GIS	- Nombre de séance de sensibilisation sur le GIS	Réalisé
	5.1.1.3 Encourager l'accès des femmes à la formation continue 3ES à travers une communication ciblée à l'endroit des femmes travaillant dans entités de mises en œuvre et dans le secteur privé.	Université partenaire Direction Exécutive du projet Direction GIS Consultant ESOC	-Nombre de femmes désignées par les agences de mise en œuvre pour participer au programme -Nombre d'activités de sensibilisation ciblant les femmes réalisées	Réalisé
	Créer des contacts entre les dames qui participent au programme de formation de l'université partenaire (3ES) et les filles des Wisci camps	Direction GIS Direction Exécutive du projet Direction Institutionnel	Nombre de rencontres organisées entre les dames du programme 3ES et les filles des Wisci camp	Réalisé

	5.1.1.4 Sensibiliser IE_ATP pour encourager les femmes en interne à candidater au programme 3ES	Direction GIS Direction Institutionnel	-Nombre et type d'activité de sensibilisation réalisés	Réalisé
	5.1.1.5. Soutenir la création de l'association des femmes du programme 3ES	Direction GIS Direction Institutionnelle	PV de création de l'association des femmes du programme 3ES	A Realiser
5.2. Priorisation des routes d'Abidjan et de la sécurité				
5.2.1 Maximiser les bénéfices sociaux dans l'entretien des routes	5.2.1.1 Faire le suivi de l'intégration des données GIS (désagréer selon le sexe H/F, l'âge, lieu, les données d'accidentologies etc.) dans la construction de la base de données de gestion de l'infrastructure routière (« road asset management data base »)	Direction Exécutive du projet Direction GIS Consultant UIMTA	- Statistiques d'accidents et de victimes ventilés selon le sexe, l'âge, le lieu.	En cours
	5.2.1.2 Prioriser les bénéfices sociaux dans les choix futurs des routes à réhabiliter avec le « Road Maintenance Fund ».	Direction ingénierie de transport Direction GIS	-% de routes sélectionnées ayant des infrastructures sociales présentes dans la zone d'influence	A réaliser
	5.2.1.3 Intégrer les considérations GIS dans les campagnes de publicité de sensibilisation concernant la sécurité des routes (campagne spécifique de sécurité routière tenant compte des données désagrégées)	Direction Exécutive du projet	-Nombre de messages ciblant les femmes et les jeunes -Nombre et diffusion de messages ciblant les piétons -Type de canaux utilisés	A réaliser
5.3 Construction d'un centre logistique pour le stationnement des camions				
5.3.1 Promouvoir une distribution inclusive des bénéfices	5.3.1.1 Appuyer la direction Secteur Privé de MCA pour un processus sensible au GIS dans le recrutement de la société pour les études PPP	Direction secteur privé Direction Exécutive du projet ATP Direction GIS	TDR de recrutement du consultant PPP intégrant les exigences GIS disponibles / DAO appel d'offre du consultant PP/ Contrat du consultant PPP	Réalisé

sociaux générés par la plateforme logistique	5.3.1.2 Fournir l'Assistance Technique aux contractants pour assurer la conformité de leur offre à un environnement sensible au GIS	Direction secteur privé Direction Exécutive du projet ATP Direction GIS	-Nombre de candidats aux appels d'offres ayant reçu une Assistance Technique pour être sensible au GIS	A réaliser

4. Mise en œuvre du PAGIS

La mise en œuvre du PAGIS se fera lors de l'exécution des activités et sous activités des projets, mais mobilisera aussi tous les départements MCA- Côte d'Ivoire.

4.1 Suivi et Evaluation (S&E)

Conformément aux politiques du MCC, l'intégration de l'approche GIS est une des dimensions obligatoirement prises en considération pour les évaluations indépendantes des programmes Compact. Par conséquent, le Plan de S&E du compact tiendra compte des aspects sociaux et de genre ainsi que l'atteinte des résultats attendus en matière de GIS dans la mesure qu'ils ressortent des cadres logiques des projets.

La Direction de Suivi, de l'Evaluation et d'Analyse Économique (SEAE) en collaboration avec la Direction GIS assurera de l'adéquation des indicateurs proposés dans le Plan S&E. La Direction SEAE travaillera à l'identification d'indicateurs y compris la ventilation des indicateurs (par sexe, niveau de revenu, âge, groupes ethniques…) pour le Plan S&E de MCA-Côte d'Ivoire selon les normes liées aux aspects sociaux et de genre telles qu'énoncées dans la Politique S&E de MCC. Si la Direction GIS de MCA-CI identifie des indicateurs additionnels, nécessaires à l'évaluation des objectifs propres du PAGIS, la Direction GIS devra se charger de la compilation et traitement des données. En parallèle, la Direction GIS, en partenariat avec les Directions Exécutives de projets, s'assurera que l'ensemble des livrables et rapports remis par les contractants et consultants contiennent des données ventilées par sexe.

Les évaluations indépendantes du Compact incluront des approches appropriées afin de mesurer l'impact des projets et activités aussi bien sur les hommes que sur les femmes et sur les différentes catégories de populations en fonction des cadres logiques des projets. Des études spécifiques au suivi et à l'impact du PAGIS pourraient être initiées sous la supervision de la Direction GIS avec l'éventuel appui technique de la Direction SEAE, afin de déterminer de façon qualitative et quantitative le degré de participation aux activités et l'accès aux bénéfices des femmes et des populations vulnérables. Dans la phase d'exécution du PAGIS, une colonne état d'avancement sera ajouté aux tableaux d'actions GIS (voir Section 3 du PAGIS) pour le suivi, un atelier bilan annuel sera organisé et un cadre de performance sera développé.

4.2 Normes de Performance Environnementale et Sociale

Les directives environnementales de MCC requièrent que les projets financés par le Compact soient conformes aux critères des Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) et aux lois et aux règlements environnementaux et sociaux de la Côte d'Ivoire.

Pour assurer que toutes les opérations menées dans le cadre du Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) soient pleinement sensibles au GIS, la Direction GIS collaborera avec la Direction PES des projets pour assurer, à travers le PAGIS, que les principaux instruments de mise en œuvre du SGES intègrent de façon adéquate l'approche GIS. Ainsi, les EIES, le CGES, le CPR, les PGES, les Plans d'Actions de Réinstallation (PAR), les Plans de

Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS), prendront systématiquement en compte les considérations de GIS et seront cohérents avec les exigences du PAGIS.

Conformément à la politique du MCC en matière de lutte contre la traite des personnes (TdP), la Direction ESP de chaque projet, ayant en support le consultant *Environment and Social Oversight* (ESOC), conduira l'évaluation des risques TdP et proposera un plan de mitigation pour les risques élevés.

4.3 Partenariats actuels et potentiels

En souscrivant aux Objectifs de Développement Durable, et en particulier à l'ODD 17 (Partenariats pour les objectifs mondiaux), le gouvernement ivoirien s'est clairement prononcé pour la mobilisation de partenariats avec la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers du pays, dans la poursuite de ces objectifs de développement. La nature transversale des contraintes de GIS et leur ancrage dans des normes sociales profondes rendent encore plus nécessaire un partenariat large non seulement pour la réalisation des objectifs de GIS du compact, mais aussi pour la durabilité des résultats obtenus, une fois le compact terminé.

La Direction GIS développera à la fois des partenariats opérationnels pour assurer la mise en œuvre la plus efficace possible des actions - comme avec les partenaires locaux de mise en œuvre, en matière de mobilisation sociale et de participation communautaire - mais également des partenariats stratégiques, comme par exemple pour la politique genre dans l'éducation- afin d'assurer la pérennité et l'amplification des acquis.

4.4 Communications

La communication du MCA- Côte d'Ivoire sera déclinée selon deux axes principaux : une communication institutionnelle, visant à faire connaître le compact au public ivoirien et une communication pour le développement (C4D) pour promouvoir la mobilisation sociale et assurer la participation, notamment celle des communautés rurales, aux activités des projets et à l'atteinte des objectifs des projets du compact. Les deux formes de communication sont pertinentes pour le PAGIS et doivent par conséquent véhiculer les valeurs fondamentales du GIS, en épurant tous les messages de stéréotypes de genre, et en respectant un certain nombre de critères de bonnes pratiques.

La Direction de la communication et la Direction GIS travailleront en étroite collaboration pour mettre en exergue les activités et les résultats du PAGIS.

4.4.1 La communication institutionnelle.

Elle utilisera les supports classiques (brochures et périodiques imprimés, messages audio ou audiovisuels diffusés par les radio et chaines de télévision, principale source d'information pour les hommes et les femmes), mais elle passera également par les supports digitaux (site internet du MCA principalement, messages via les médias sociaux etc.). Le PAGIS, une fois approuvé, étant un document public, sera posté sur le site du MCA. Une rubrique ''ma minute PAGIS'' paraît tous les mardis à l'attention du personnel de MCA- Côte d'Ivoire et du grand public. Les informations opérationnelles seront aussi publiées sur le site et devront être très spécifiques en

ce qui concerne les dimensions GIS des activités (exemple le recrutement de jeunes filles dans les centres d'ETFP ou la dimension GIS des chantiers écoles et des annexes de l'ENS).

4.4.2 La communication pour le développement (C4D).

La mobilisation des communautés rurales, en particulier pour participer à et promouvoir la scolarisation au secondaire des jeunes filles, appelle des actions de communication qui passent par des supports localement efficaces (évènements sur des marchés, réunions et focus groupes avec des associations villageoises, les COGES, les CMEF, les Cliniques Juridiques etc.) et si nécessaire la diffusion de messages ciblant des communautés précises. La C4D requiert une expertise spécialisée, et sa mise en œuvre doit faire partie intégrante des activités du projet qu'elle sert. Elle se fera donc à l'occasion de la construction des collèges de proximité et tout au long de l'activité de promotion de l'éducation des filles (design des espaces, recrutement des élèves, prévention des VBG etc.).

4.4.3 Les critères de qualité de la communication

La vérification de l'adéquation de la communication à l'approche GIS se fait généralement à plusieurs niveaux :

- Cahier des charges du plan de communication (critère d'éligibilité intégrant systématiquement l'approche GIS, y compris dans les équipes).
- Choix des mots et contenus des messages (neutralité, diversité, non-discrimination et absence de stéréotypes).
- Choix des illustrations - images et couleurs- (neutralité, diversité, non-discrimination et absence de stéréotypes).
- Expertise et équipe d'animation (mixité, parité, visibilité et valorisation des femmes et des hommes).
- Accessibilité des évènements (langue, espace, horaires, sécurité, transport, etc.).

4.5 Besoins de formation et d'assistance technique

Le PAGIS prévoit des analyses des besoins de formation et de renforcement des capacités en GIS, non seulement pour le personnel du MCA -actions destinées à la gestion transversale du Compact- mais également pour des partenaires et des contractants afin d'assurer l'intégration de l'approche GIS dans toutes les activités des projets.

La Direction GIS assurera les sessions de formation. Elle a déjà mobilisé une assistance technique pour l'analyse des besoins et la réalisation de formations pour l'intégration de l'approche GIS dans la mise en œuvre des projets du COMPACT. Les séances de sensibilisation des contractants et partenaires de mise en œuvre compléteront le dispositif.

4.6 Dispositions budgétaires

La mise en œuvre du PAGIS passe par la réalisation d'actions, lors de la mise en œuvre et dans l'environnement même des opérations de chaque projet. Ces activités ont un coût dont le financement proviendra du budget de chacun des projets. Concernant le développement du PAGIS et la mise en œuvre des activités transversales du PAGIS, le budget du Compact- Côte d'Ivoire a prévu un montant d'environ 446490,46 $[30].

4.7 Révision et processus de mise à jour du PAGIS

Pour s'assurer de l'adéquation et de la pertinence du PAGIS tout au long de la durée du compact et suivre les progrès réalisés en matière de GIS. Le PAGIS du Compact - Côte d'Ivoire a reçu la non objection de MCC le 13 novembre 2019. La première revue du PAGIS a eu la non objection de MCC le 15 décembre 2020. Le plan d'actions a été actualisé annuellement. La dernière mise à jour se fera en Novembre 2022

Une révision régulière des indicateurs est assurée de façon à aller progressivement vers des indicateurs plus précis et surtout pouvant informer une évaluation sommative. Le processus d'actualisation annuelle, se fait en équipe. Si de nouvelles activités sont identifiées et ajoutées au PAGIS, elles seront publiées dans la version actualisée. Les versions mises à jour sont, après la revue par le MCC, postées sur le site du MCA- Côte d'Ivoire.

5. Conclusion

Le PAGIS, résultat d'un processus participatif, n'est pas seulement une exigence des politiques du MCC et des engagements du gouvernement ivoirien. C'est aussi un consensus de toutes les parties prenantes du genre et de l'inclusion sociale. Sa vocation est donc d'être une référence opérationnelle mobilisatrice pour tous ceux qui participent à la mise en œuvre des projets du compact. C'est par l'accomplissement de cette fonction que l'on mesurera les résultats des efforts consentis pour élaborer, valider et approuver ce plan.

[30] 127356 $ pour le financement du consultant individuel pour le développement du PAGIS en 2018 et 319134,46 $ pour le financement du contrat pour la mise en œuvre des formations en lien avec le PAGIS, démarré en 2020.

Annexe 1 : *Glossaire*

Approche sensible au genre : Une telle approche reconnaît que les femmes et les hommes, en tant que acteurs du développement social et économique, ont souvent des besoins, des intérêts et des priorités différentes, voire contradictoires. L'objectif de cette approche pour le MCC est d'assurer à tous et toutes une distribution équitable des bénéfices des investissements.

Le MCC reconnaît les liens étroits qui existent entre la pauvreté et les inégalités entre les sexes, ainsi que les enjeux que présente une intégration de ces deux dimensions dans ses programmes.

Analyse sociale et de genre : L'analyse sociale et de genre identifie les écarts entre les différents groupes d'une communauté – au niveau local, national, régional – en ce qui concerne les ouvertures et contraintes posées par le contexte économique, socioculturel, institutionnel, historique et politique d'un pays. Cette analyse évalue l'accès des hommes et des femmes aux ressources et bénéfices, ainsi que le contrôle qu'ils peuvent exercer sur ces ressources et bénéfices. L'analyse permet d'évaluer les résultats, impacts et risques sociaux probables devant être pris en compte dans la conception d'un projet et d'élaborer des stratégies plus efficaces pour atteindre les objectifs de développement social visant la réduction de la pauvreté.

Données désagrégées par sexe : Désigne la présentation des données quantitatives séparément pour les hommes et pour les femmes. Cette action est requise pour l'analyse comparative entre les sexes.

Distinction entre l'égalité et l'équité sociale et de genre : Il arrive qu'un traitement identique de deux groupes ne conduise pas à des résultats équitables entre ces deux groupes, pour des divers raisons (accès inégal aux ressources, biais culturels, etc.). L'équité sociale et de genre implique que les actions ciblant les différents groupes composant une communauté sont basées sur une connaissance des inégalités parmi et entre ces groupes et visent à abolir ces inégalités, ou tout au moins à les réduire. Ces actions ne sont par conséquent par les mêmes pour tous et toutes : un traitement équitable ne sera dont pas identique pour tous les groupes. L'égalité entre les hommes et les femmes est l'objectif visé par un traitement équitable.

Genre : Le concept « genre » désigne les rôles, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère à un moment donné comme appropriés respectivement pour les hommes et les femmes. Ces attributs, opportunités et relations sont socialement construits et non fondés sur des différences biologiques. Ils sont assimilés à travers les processus de socialisation.

Inclusion sociale : il s'agit d'un processus visant l'amélioration des conditions, des opportunités et des capacités de participation des individus et groupes susceptibles d'être exclus. En d'autres termes, il s'agit de la suppression des barrières institutionnelles, légales, politiques ou sociales à la participation de tous à leur société ainsi qu'à la prise de décision. L'inclusion sociale se traduira par des mesures en vue d'accroître l'accès d'individus et de groupes divers aux opportunités qu'offre leur société ou que génère le développement. Une approche inclusive est donc une approche qui considère les intérêts, les besoins, les contraintes, et les aspirations de ces individus et de ces groupes, et les meilleures options garantir leur participation aux activités du Compact et leur accès effectif à ses retombées.

Intégration de la dimension genre : l'intégration des questions de genre consiste à évaluer et à prendre en compte pleinement les préoccupations et les expériences des

femmes et des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des procédures et des programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales pour que les hommes et les femmes en bénéficient de manière égale et que l'inégalité existante ne soit pas perpétuée. L'intégration vise donc principalement à réduire les inégalités de genre. (Conseil Economique et Social des Nations Unies, juillet 1997).

Vulnérabilité : La vulnérabilité est fonction d'une relation. Une personne est vulnérable vis-à-vis une situation, des activités ou des circonstances. Dans ce document, les termes comme « vulnérables » et « défavorisés » sont utilisés pour désigner les personnes ou les groupes qui sont particulièrement sensibles aux chocs économiques et qui ont un accès aux ressources financières, publiques et privées limité ou contraint. Aux fins du PAGIS, les groupes suivants pourraient être considérés comme vulnérables ou désavantagés, pour les deux projets : les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les pauvres ; pour le projet Compétences : les élèves filles, les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées ; pour le projet ATP, : les citadin(e)s ou commerçant(e)s ambulant(e)s ou informel(le)s. Il faut y ajouter les groupes à risque d'être victimes de trafic de personnes, les enfants obligés de travailler, les personnes indigentes ainsi que celles dont l'activité peut être affectée négativement par les opérations nécessaires à la mise en œuvre des activités du Compact.

Annexe 2 : Questions/Réponses à propos du PAGIS

1. Qu'est-ce qu'un PAGIS ?

Le Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) est un instrument important de la politique genre de MCC et fait partie intégrante de ses directives opérationnelles en matière de genre. Il opérationnalise l'engagement du MCA-CI et des différentes parties prenantes au Compact de promouvoir le genre et l'inclusion sociale (GIS) dans toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets du Compact. Le PAGIS vise ainsi à assurer que les contraintes socio-économiques pouvant affecter la pleine participation des populations -en particulier des femmes et des groupes vulnérables sont atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive soient identifiées et mobilisées.

2. Quel est le contenu du PAGIS ?

- Le PAGIS décrit de manière détaillée les objectifs, les activités, les produits, les responsabilités et les calendriers relatifs au genre et à l'inclusion sociale (GIS)
- Souligne, dans tous les secteurs, les contraintes et les risques sociaux et sexospécifiques qui doivent être atténués,
- Constitue un mécanisme pour solliciter des contributions et bâtir un consensus au sein du MCC et du MCA et parmi les autres parties prenantes concernées
- Constitue un document opérationnel et de gestion pour suivre et assurer l'intégration sociale et de genre dans les projets et activités du compact

3. A quoi sert le PAGIS ?

Le PAGIS est un document de référence non seulement pour l'ensemble du personnel du MCA-CI, qui y trouvera une aide précieuse pour intégrer la perspective GIS dans leurs activités, mais également une ressource utile aux différentes structures nationales, régionales et locales partenaires de la mise en œuvre du Compact et aux différents prestataires de services (cabinets, consultants et experts) afin qu'ils puissent intégrer, conformément aux directives du MCC, les approches genre et inclusion sociale, dans leurs opérations, sur les plans organisationnel et institutionnel, aussi bien que sur ceux de la planification, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation.

4. Qui a la responsabilité de mettre en œuvre le PAGIS ?

La responsabilité opérationnelle de mettre en œuvre le PAGIS incombe, comme pour le compact lui-même, à la Direction Générale du MCA-CI. Elle dispose pour cela de la Direction Genre et Inclusion Sociale (DGIS), dotée des moyens humains et financiers nécessaires, dont la mission est d'assurer la coordination générale de l'intégration de l'approche GIS dans les projets du Compact. La DGIS fournit le leadership technique et intellectuel, y compris pour la sensibilisation, la formation et le renforcement des capacités, aux Directions Exécutives des projets et aux parties prenantes afin d'assurer une intégration effective et durable de l'approche GIS.
La Direction GIS sera soutenue dans cette mission par les directions opérationnelles et transversales du MCA-CI. En particulier, les directions opérationnelles veilleront à assurer la conformité de l'exécution des projets et des activités avec le PAGIS et la politique genre de MCC. La Direction de la Communication participera à l'exécution des activités du PAGIS, à travers la conception et la mise en œuvre d'actions de communication socialement inclusives et sensibles au genre. La Direction de Suivi, de l'Evaluation et de l'Analyse économique tiendra compte des aspects sociaux et de genre dans le Plan S&E de MCA-Côte d'Ivoire telles qu'énoncées dans la Politique S&E de MCC. Enfin, la DGIS collaborera avec la direction de la Performance environnementale et sociale (PES) avec l'appui de l'ESOC (*environment and social oversight consultant*) chargé de la mise en œuvre du SGES (Système de Gestion Environnementale et Social) et de la revue des aspects PES pour assurer la prise en compte des considérations GIS.

5. Comment utiliser le PAGIS ?

Une fois finalisé et validé, le PAGIS ainsi que toutes les mises à jour lors des revues annuelles sont publiés et accessibles à tous, parties prenantes du compact, partenaires de mise en œuvre et le public au sens large.
La référence au PAGIS est systématiquement faite dans les contrats des consultants et les cahiers de charge des contractants, en plus d'expliciter les mesures et actions spécifiques en matière de GIS applicables à leurs contrats.
Le PAGIS informera également toutes les actions et activités de communication du Compact, qu'il s'agisse de communication institutionnelle ou de communication dans le cadre de la mobilisation sociale pour la mise en œuvre des projets.

6. Quelle est la différence entre le PAGIS et PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) ?

PAGIS et PGES sont deux instruments complémentaires. Le PAGIS promeut et décline l'approche Genre et l'Inclusion Sociale, afin d'éviter que les disparités de genre et les

vulnérabilités de certains groupes ne soient pas des facteurs qui excluent les femmes et ces groupes de personnes du bénéfice des investissements du Compact. Le PGES s'assure non seulement que les normes environnementales élevées sont appliquées, mais que la mise en œuvre du Compact n'entraîne aucun dommage à des personnes qui ne soient totalement compensées équitablement. C'est pourquoi le PGES applique une approche GIS et le PAGIS capitalise sur les activités du PGES.